



L'auditoire

Le journal des étudiant·e·s de Lausanne depuis 1982

DOSSIER

Le monde aux urnes

L'exigence de la démocratie



©Thomas Antille

L'auditoire N°282 // Octobre 2024
Retours L'auditoire – FAE
L'Anthropole Bureau 1190
1015 Lausanne

SOCIÉTÉ

Retour sur l'occupation de Géopolis

CAMPUS

**Les Ecotopiales
Imaginer le futur**

CULTURE

**Vinyles, pas si
séniles!**

Fédération
des Associations
d'Étudiant·e·s
FAE



© Thomas Antille

REMERCIEMENTS
MERCI AU VÉLO DE MARINE D'AVOIR CONTREDIT NOTRE
ARTICLE, MERCI AUX ARACHIDES DE NOUS AVOIR AIDÉ
DANS LES CORRECTIONS, MERCI AU NOUVEAU COMITÉ
POUR AUSSI BIEN S'ENTENDRE, MERCI AUX COUPLES
CÉLÈBRES, MERCI À COCO, MERCI AUX BIÈRES DANS LE
FRIGO DE LA FAE, MERCI AU RABAIS DE 25%, MERCI À
TOUS TES LES REDACTEURICE S, MERCI BONNE NUIT.

L'AUDITEUR

N° 282
BUREAU 1190, BÂTIMENT ANTHROPOLE
1015 LAUSANNE
T: 021 692 25 90
E: AUDITOIRE@GMAIL.COM
WWW.LAUDITOIRE.CH

PARUTION 6 FOIS L'AN

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO
NOELLIE LITZLER, JUSTIN MÜLLER, ELVIRE SHIRIN
KADOUX, CLEMENCE REY, MARIE DE LUSSY, SIMON
ZBINDEN, CLEMENCE REY, MARIE DE LUSSY, SIMON
TIAGO ARROYAVE LOPEZ, ANTHONY GÉRARD, JULIE HO-
LIGER, CARLO ZIVANELLA, ALICE COTÉ-GENDREAU, NICO-
LAS HEJDA, OLGA MATVEEVA, JESSICA SOUSA, LOLA
BERCHET, ALEXANDRA BENDER, SHANIA THEILER, SARAH
PFITZMANN, ANTHONY GÉRARD

SECRÉTAIRE COMPTABLE
ARTHUR PAGIN

IMPRIMERIE
CENTRE D'IMPRESSION DE LAUSANNE

COMITÉ DE RÉDACTION
RÉDACTION EN CHEF
ALEXANDRA BENDER &
ALICE COTÉ-GENDREAU

DOSSIER

NICOLAS HEJDA

SOCIÉTÉ

SIMON ZBINDEN

FAE

MYRIAM SCHNEIDER

CAMPUS, SPORTS & SCIENCES

MARINE PELLISSIER

CULTURE

SARAH PFITZMANN

DOSSIER

04-05

Interview de Nadia Boehlen

06

Qui vote en Suisse?

07

Inde: Modi en demi-teinte
Révolution au Bangladesh

08

Kamala Harris
Mascarade au Venezuela

09

Démocratie à l'ère de l'IA
Elections en France

SOCIÉTÉ

10

Géopolis occupé

11

Travail et vieillesse
Chronique polémique

12

Retraite des femmes
Chronique Sexprimer

13

La pierre d'Unspunnen
Tourisme de masse

FAE

14

Trouve ton asso'

CAMPUS

15

Les Ecotopiales
Chronique Soirées

16

Open Science Days
Le vélo à l'Unil

SPORT

17

Greenwashing sportif
Le genre aux JO

SCIENCES

19

La vie à bord de l'ISS
Lausanne Jardins 24

18

Implant et endométriose
Réchauffement des lacs

CULTURE

20

Festival Festifree

21

Les podcasts
Poésie et politique en Iran

22

Retour des vinyles
Au fil des oeuvres

23

Les Bernardes
Chronique Levez les yeux

24

CHIEN MÉCHANT

Le brouhaha électoral

Démocraties en crise?

L'année 2024 s'avère forte en rebondissements. Il suffit de regarder l'actualité internationale pour voir que les questions électorales sont au cœur des préoccupations démocratiques. De l'Amérique aux confins de l'Europe, en passant par l'Afrique et l'Asie, il y a de la matière pour remettre en question l'exercice démocratique. Les votations ont été le reflet des doutes, des colères, et parfois, des espoirs timides des citoyen-ne-s. La tentation a été forte pour le comité de rédaction de *L'auditoire* de s'arrêter plutôt sur les actualités *people* plus reluisantes. Nous préférons nous extasier devant le nouveau couple *Marc Lavoine, Adriana Karembeu* plutôt que se pencher sur le duo *Macron, Barnier*. Mais ne détournons pas le regard et essayons de nous attaquer à ces vastes questions qui sont: Comment fonctionnent les élections? Et sont-elles toujours le socle de nos démocraties?

Pas d'élections sans prérequis

Dans les différents systèmes démocratiques à travers le monde, les élections sont un élément central du pouvoir exprimé par le peuple. Elire nos représentant-e-s est à la base des droits citoyens. Cependant, tout ne va pas de soi et les différents modes de scrutin, qui sont déterminants au déroulement et à l'issue des élections, ne sont pas toujours simples à saisir. De plus, une fois les votes glissés dans l'urne, la partie n'est pas finie. Il arrive que les résultats soient remis en cause et vivement critiqués. Un climat de défiance ou d'insatisfaction peut faire irruption, comme c'est le cas en France ou au Venezuela (*page 8-9*). Une part des critiques dénonce les élections comme n'étant pas assez représentatives de la volonté populaire, voire d'être truquées. Bien évidemment, pour être efficaces, les élections doivent

impérativement se soustraire aux prérequis démocratiques et s'assurer d'être libres, sûres et égalitaires...

Des modalités électorales plurielles

Il n'existe pas une seule manière de faire les élections. Tout le jargon politique est là pour nous le rappeler: suffrage direct ou indirect, proportionnel ou majoritaire, les modes de scrutin diffèrent selon l'histoire politique et institutionnelle de chaque pays. Pour la Suisse, traversée par son fédéralisme, il existe des élections à chacun des niveaux de pouvoir, fédéral, cantonal et communal. En plus de dési-

Même s'il est facile de succomber à la déception représentative, il ne faut pas faire l'impasse sur le jeu politique et l'équilibre des forces qui demandent des arrangements et des compromis qui peuvent, au premier abord, être décevants ou incompréhensibles. Il faut déjà faire un effort de compréhension des modalités du processus électoral et saisir nos responsabilités citoyennes. Ensuite, il faut pouvoir comprendre où le bât blesse. Les systèmes démocratiques ne sont donc pas parfaits... Pour rappel, le droit de vote des femmes en Suisse ne date que de la fin du siècle

passé. De plus, d'autres questions comme l'intégration des résident-e-s étranger-ères aux corps électoraux et les enjeux liés à l'abstentionnisme font débat. Mais alors, pour pouvoir jouir de ses droits et faire tenir nos démocraties, même si tout ne dépend pas des électeur-ice-s, il faut se saisir de la chose publique et s'engager pour améliorer le processus démocratique. Et pour cela, encore faut-il pouvoir se forger un avis éclairé, ce qui n'est pas évident quand notre réalité sociale est traversée par tout type de discours, plus ou moins douteux, qui sont démultipliés sur le Web. Mais comme mentionné plus haut, si le brouhaha électoral ne semble toujours pas vous intéresser ou est source de trop grandes insatisfactions, vous pouvez toujours *zapper* sur les actus de Marc Lavoine...•



gner ses représentant-e-s, la Confédération helvétique se dote d'outils démocratiques directs, comme le référendum ou l'initiative populaire, largement enviés chez nombreux-se-s de nos voisin-e-s. Pour complexifier le tout, la traduction des voix en siège dépend de la taille des délimitations électorales, ce qui a été impressionnant à observer dans un pays aussi vaste que l'Inde (*page 7*). La manière dont les zones sont délimitées soulève également la question du niveau du seuil légal d'accès à la répartition des sièges. Cela peut faire pencher la balance en faveur des grands ou petits partis.

Toujours important de voter?

Même si la démocratie représentative est au cœur de vives critiques, le tirage au sort ou d'autres alternatives n'ont pas détrônés les élections pour désigner nos décideur-euse-s.

Alexandra Bender
Co-rédactrice en chef de *L'auditoire*

Des élections scrutées

Rencontre:Nadia Boehlen

INTERVIEW • Cette année, à travers le monde, la moitié de la population totale a été appelée à voter. Pourtant, les violations des libertés fondamentales se multiplient aux quatre coins du globe. L'auditoire est parti à la rencontre de Nadia Boehlen, porte-parole d'Amnesty International Suisse, pour discuter des violations des droits humains en contexte électoral.

Tout d'abord, pouvez-vous vous présenter à nos lecteur·rice·s?

Je m'appelle Nadia Boehlen, je suis porte-parole d'Amnesty International, qui est un mouvement présent à travers le monde et dont le but est la défense des droits humains: des droits politiques et civils comme la liberté d'expression ou celle de réunion, mais aussi les droits économiques et sociaux comme l'accès à la santé ou à l'éducation.

Pour commencer, pouvez-vous nous dire à quoi ressemblent les violations des droits humains dans le contexte électoral?

Ça dépend du pays observé. Dans un régime déjà illibéral, autoritaire, ou qui présente des déficits de démocratie, on observe généralement une restriction des libertés de manifester, de se rassembler et d'association, avec dans les cas les plus graves une poursuite, des disparitions forcées des opposant·e·s ainsi que de leurs proches, voire des exécutions extra-judiciaires. Cela a été le cas cette année au Venezuela, où toute une palette répressive a été utilisée: restriction de la liberté de manifester, poursuites, disparitions forcées et recours à la torture contre des opposant·e·s, trucage des élections ou encore création d'une application gouvernementale pour dénoncer les personnes ne votant pas pour le président. Israël, qui est sur le papier une démocratie, a dans le cadre de sa guerre à Gaza détérioré la pluralité de la presse et pris des mesures pour diffuser sa propre information sur le conflit en réduisant les voix critiques. Dans les démocraties établies, il y a aussi des atteintes aux libertés et droits fondamentaux. Dans le contexte des législatives françaises, Amnesty a mis en garde contre les



©Even-Alves

discours de haine et des atteintes à la liberté de manifester.

Cet été, l'erreur de calcul de l'AVS a secoué la politique suisse. Est-ce une erreur inquiétante pour les droits humains?

Dans le cas du calcul de l'AVS, cette erreur aurait pu inciter à voter différemment. Il s'agit d'un accident très problématique étant donné l'influence qu'il a pu avoir sur les votes, mais si ça reste un raté ponctuel, sur lequel on fait une enquête sérieuse pour que ça ne se reproduise pas sans arrêt, alors ce n'est pas alarmant pour les droits humains.

Quel rôle joue le numérique, notamment les réseaux sociaux, en contexte électoral?

Le film *The Great Hack* a montré comment, en proposant des

contenus ciblés et des recommandations, Facebook a influencé l'élection de Trump en 2016. Aujourd'hui, les partis et personnalités politiques sont obligé·e·s d'intégrer ces médias dans leurs stratégies de communication. Par exemple sur la scène politique française, Bardella s'expose beaucoup, ce qui lui permet d'atteindre une partie de la jeunesse qui s'identifie à lui.

Quelles sont les répercussions de ces nouveaux usages numériques sur les libertés?

Les réseaux sociaux peuvent être utilisés à la fois pour propager de la désinformation et influencer négativement certaines personnes, mais ils peuvent aussi être un outil pour des campagnes de défense des libertés. On a pu montrer dans plusieurs contextes électoraux que les algorithmes pouvaient avoir des effets

très négatifs en façonnant l'opinion ou en contribuant au harcèlement de personnalités politiques. Sur X (anciennement Twitter) par exemple, les campagnes de haine touchent souvent les opposant·e·s aux régimes en place et/ou des personnes issues de groupes minorisés ou des femmes qui, dans le cadre électoral, militent pour leurs droits. La surveillance de masse technologique, en particulier avec les développements récents de la reconnaissance faciale couplée à l'intelligence artificielle, a aussi un impact sur les comportements électoraux et les campagnes que peuvent mener ou non les opposant·e·s: on pourrait potentiellement moins voter, moins manifester si l'on se sait surveillé·e·s. Mais le numérique peut aussi être un catalyseur pour des mouvements en faveur des libertés. On a vu les changements induits par #MeToo, par la grève du climat et le mouvement Black Lives Matter, y compris dans des programmes électoraux qui ont plus pris en compte les revendications de ces différentes mouvances.

Comment faire des réseaux sociaux un outil qui plutôt que les nuire, sert aux libertés?

Tout d'abord, il faut rappeler leur responsabilité aux entreprises qui possèdent ces réseaux sociaux. Amnesty les a alertées à de multiples reprises au sujet de dysfonctionnements, des mises à disposition de données, de la nécessité d'améliorer les mécanismes de recours ou de plainte en cas d'abus comme des campagnes de haine. Dans ces cas-là, c'est aux plateformes de mieux régler leur secteur. Ensuite, il y a la question de la surveillance de masse assistée par l'intelligence artificielle (IA), à laquelle les gouvernements ne devraient pas recourir car elle enfonce lourdement la protection de la sphère privée tout en empiétant sur la liberté

de manifester et de se rassembler. Les technologies de reconnaissance faciale couplées à l'IA devraient par principe être interdites, ou du moins strictement réglementées, par exemple lorsqu'elles sont utilisées dans le cadre d'enquêtes policières.

Aucune démocratie n'est prémunie de violer des droits

Et en dehors du numérique?

Beaucoup de facteurs entrent en compte pour qu'une démocratie fonctionne bien. On peut penser à l'éducation: on sait qu'on vote et trie l'information différemment en fonction de notre formation. La liberté de la presse et la possibilité pour les différentes formations politiques et la société civile de s'exprimer et de faire campagne doivent être garanties pour maintenir la qualité du débat démocratique. Tous ces éléments sont interdépendants et leur érosion montre un affaiblissement de certaines composantes démocratiques. Ailleurs, dans des régimes illibéraux, il faut garantir que les opposant·e·s puissent mener des campagnes. En Russie, Navalny est mort en prison pendant sa campagne contre Poutine. C'est un cas emblématique d'un pays où il n'y a quasiment pas de dissidence possible.

On a pu utiliser dans cet entretien le concept de «régime illibéral» pour parler d'états utilisant des outils typiquement démocratiques comme des élections mais en les détournant de manière à nuire aux droits fondamentaux. Que pensez-vous de ce terme? Est-il assez précis?

Si l'on veut vraiment typologiser les Etats, il faut utiliser les définitions des sciences politiques qui mettent en lumière avec beaucoup plus de précision leur fonctionnement. À *Amnesty International*, on ne jugera pas un Etat en fonction de son degré de démocratie, mais on apportera des revendications très précises concernant le catalogue des droits humains. On ne se positionne donc pas sur le type d'Etat mais sur les violations des droits humains, et sur les améliorations qui devraient être introduites par les candidat·e·s et futur·e·s élu·e·s.

À quoi ressemblent de tels Etats?

En Israël, les Palestinien·ne·s ont la nationalité, mais pas la citoyenneté,

et le comptage électoral leur donne moins accès au Parlement qu'aux Israélien·ne·s. À Jérusalem-Est, iels n'ont plus de nationalité, seulement un droit de séjour: on observe des atteintes aux libertés découlant de l'architecture de l'état. Dans un autre registre, depuis les attentats de 2001, on observe dans la plupart des démocraties occidentales des dérives liées à la lutte contre le terrorisme; par exemple, des mesures de privations de libertés ordonnées par la police de personnes soupçonnées de terrorisme, y compris de mineur·e·s. En Suisse aussi, des mineur·e·s soupçonné·e·s de terrorisme peuvent désormais subir différentes mesures de contrainte: bracelet électronique, interdiction de déplacement ou arrêts domiciliaires. Aucune démocratie n'est prémunie de violer des droits.

D'après une infographie du *Courier International* (10.02.24), la moitié de la population mondiale aura été appelée à voter en 2024. Est-ce que des élections garantissent une démocratie? Est-ce qu'une démocratie garantit la protection des droits fondamentaux?

Non, pas forcément. Au Venezuela par exemple, on a voté cet été. Les résultats de la votation ont été donnés immédiatement et sans aucune transparence sur le comptage, qui aurait été truqué. Plusieurs pays n'ont pas reconnu l'élection. En Tunisie et en Algérie aussi on a voté, mais les processus électoraux sont entachés par une chasse à l'opposition avec des milliers d'arrestations. Même dans les pays où la démocratie est sous-tendue par des institutions robustes, on observe toujours des violations des droits humains, des acquis qui s'érodent. Aux USA, le droit constitutionnel à l'avortement a été supprimé il y a 2 ans. Parfois on constate aussi des avancées dans

certaines domaines des droits humains, ainsi on compte de plus en plus de pays qui ont aboli la peine de mort, mais ces droits ne sont jamais acquis.

Quels indicateurs utiliser pour estimer le respect d'un Etat aux valeurs défendues par *Amnesty*?

Un indicateur intéressant pour estimer l'état des libertés d'un pays est le classement de *Reporters Sans Frontières* sur la liberté de la presse. Israël a beaucoup rétrogradé ces derniers temps, la Russie aussi. Il y a une certaine concomitance entre le degré de liberté de la presse et la prévalence des libertés publiques. Le déroulement des élections est aussi un indicateur de la santé démocratique ou de la santé tout court du pays. Le multipartisme, le fait que les gens et la presse puissent s'exprimer sans censure sur les programmes politiques sont des indicateurs encourageants. Notre rapport aux minorités sociales aussi en dit long sur nos démocraties.

Quelles élections de 2024 inquiètent le plus *Amnesty International*?

Les élections présidentielles américaines ont un impact immense: la manière dont se comportent ou ne se comportent pas les États-Unis influe grandement le reste de la planète. C'est un pays qu'on regarde, qu'on imite. Les positions que la nouvelle administration prendra sur certains dossiers internationaux ou, sur le plan interne, concernant l'accès à la santé, à l'avortement, la réglementation du port des armes, cela impactera grandement les droits humains. C'est une inquiétude qui pourra se transformer de manière plus ou moins positive en fonction du résultat.

En tant qu'organisation apolitique,

comment agit-on en contexte électoral?

Une chose c'est l'observation, la documentation des violations contre la dissidence dans des pays où l'alternance politique fonctionne mal: l'appel au respect de la liberté de rassemblement, d'expression et d'association. Les gens doivent pouvoir exercer ces libertés sans craindre des représailles. Dans des démocraties installées, on va tenter d'influer sur les programmes électoraux.

Certains droits avancent, mais ils ne sont jamais acquis

Par exemple, aux États-Unis, on a un catalogue de revendications qui sert de boussole aux personnes éligibles. Ce sont des outils qui nous permettent d'agir en contexte électoral sans nous engager pour un·e candidat·e ou un parti.

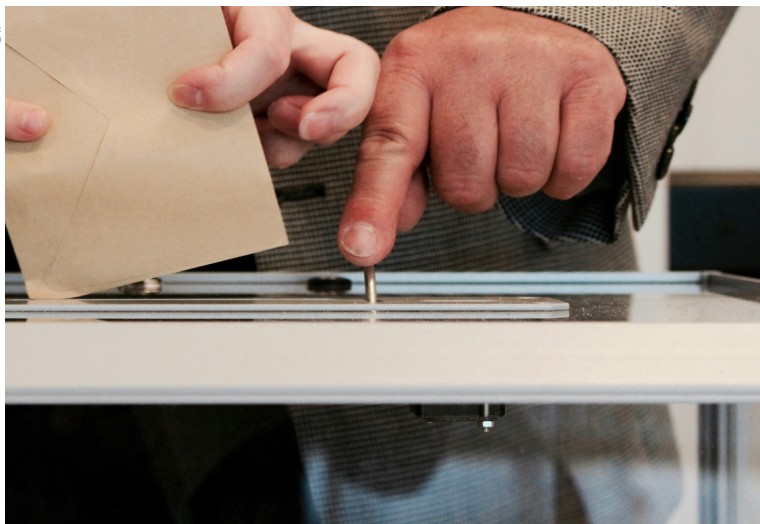
Qu'est-ce qu'on peut faire nous?

Aller voter! C'est la première chose à faire, c'est tout bête mais c'est nécessaire. Il faut s'informer sur les enjeux électoraux pour ne pas voter à l'aveugle. On peut s'engager à notre niveau en faveur de droits spécifiques: à la grève du climat, la grève féministe – toutes ces manifestations participent d'une démocratie vivante, influent les parlementaires. On peut s'engager en politique, dans des ONG, on peut écrire, être exemplaire chez soi, dénoncer des violations... Il y a mille manières de s'engager.

Un mot de fin?

Il ne faut pas considérer les instruments qui font nos démocraties comme acquis. On peut avoir l'impression que chez nous tout va bien et que les gens qui dénoncent des choses sont des rouspéteur·euse·s, pourtant des éléments problématiques existent aussi dans les démocraties occidentales. Aussi, la manière dont on traite les minorités, par exemple les personnes avec un parcours migratoire ou en quête de protection, les femmes, les personnes LGBTQIA+ et afro-descendantes, c'est un indicateur de bonne santé de nos sociétés. Il faut l'observer attentivement et ne pas négliger les atteintes à leurs droits. Et surtout, prendre position lorsque ça se détériore. •

Propos recueillis par Eden Alves



Qui vote en Suisse?

POLITIQUE • La Suisse est l'un des rares pays où les citoyen-ne-s reçoivent à leur domicile, jusqu'à quatre fois par an, un courrier leur permettant de se prononcer sur des élections ou des votations. Qu'en est-il de la participation? Réponse avec l'intervention du Professeur Oscar Mazzoleni, de l'Université de Lausanne.

Cette fameuse enveloppe contenant le matériel de vote finitelle plus souvent à la poubelle que dans une urne? C'est ce que l'on peut déduire lorsqu'on lit le taux de participation aux votations, qui n'était que de 42,5 % en 2023. Désintérêt pour la politique, méfiance, incompréhension ou simple oubli: nombreux sont les facteurs qui peuvent influencer l'acte de vote. Or, certaines catégories de la population semblent voter plus régulièrement. Qu'en est-il alors des dynamiques de vote et quelles sont ses influences?

Voter: un parcours qui n'est pas neutre

La Suisse se vante d'un système démocratique de pointe, qui pourrait être détaillé sur plusieurs lignes. Qu'il s'agisse des élections fédérales, cantonales, communales, ou des initiatives populaires, les citoyen-ne-s peuvent se prononcer sur une grande variété de sujets politiques. Une fois le droit de vote acquis — c'est-à-dire à partir de 18 ans et avec la nationalité suisse — encore faut-il l'exercer. Rappelons que les étrangers-ère-s résidant en Suisse n'ont pas le droit de vote, sauf dans les cantons du Jura et de Neuchâtel, où ce droit est possible sous certaines conditions. Oscar Mazzoleni, professeur titulaire en science politique et en sociologie politique à l'Unil, explique qu'une tendance claire se dessine en matière de participation aux votations: «En général, il s'agit de personnes avec une formation moyenne ou élevée, une bonne intégration socio-professionnelle, un niveau élevé d'intérêt pour la politique.» La participation politique est ainsi, sans surprise, liée à des caractéristiques sociales. Selon la récente étude *Selects* sur les élections fédérales de 2023, seulement près d'un tiers des électeur-ice-s des deux classes d'âge les plus jeunes (18-24 ans et 25-34 ans) s'est rendu aux urnes. En revanche, la participation électorale des plus de 64 ans a atteint 60 % en 2023. Un effet générationnel? Plutôt une

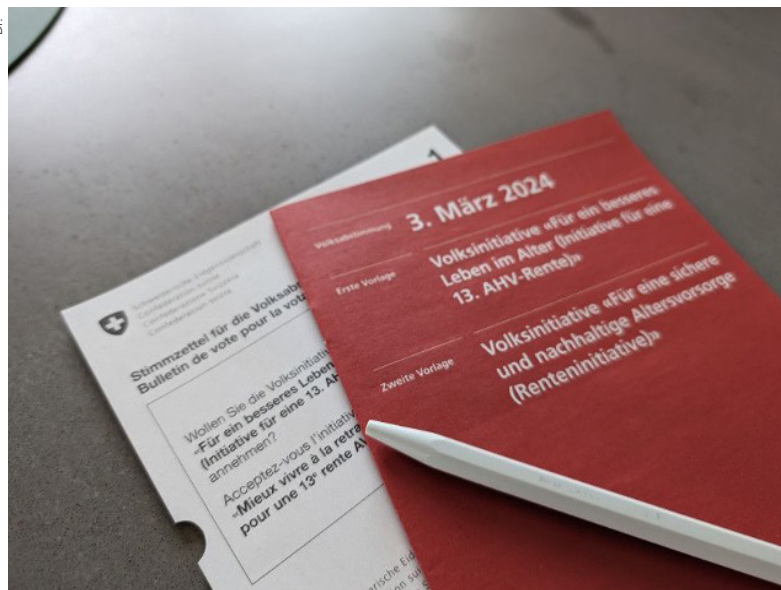
question d'intégration sociale: les jeunes, souvent encore en formation, tendent à se politiser plus tardivement. Un autre résultat notable est la légère différence de participation selon le genre: 49% des hommes ont voté, contre 44% des femmes.

Un taux d'abstentionnisme toujours élevé

Malgré sa démocratie développée, la Suisse reste l'un des pays avec le taux de participation aux élections le plus faible. Lors des élections fédérales de 2023, il ressort que, dans les 26 cantons, 5'583'221 personnes au total, dont 222'889 Suisse-sse-s de l'étranger, avaient le droit de vote, et que seul-e-s 46,7%, ont exercé ce droit. Depuis plusieurs années la participation aux votations tourne autour des 45%.

«En général, il s'agit de personnes avec une bonne intégration socio-professionnelle»

Comment peut-on expliquer ce phénomène? Selon Oscar Mazzoleni, il n'y a pas une seule raison à l'abstention: «Parmi les explications les plus répandues dans la recherche il faut mentionner la désaffection envers la politique, le fait de ne pas se sentir à l'aise face à la complexité de la politique et la méfiance envers l'offre politique existante, les partis ou les candidats aux élections.» Comme mentionné plus haut, parmi les plus sous représentés, nous retrouvons les jeunes et les personnes avec un faible niveau de formation et de revenu. Pourtant, selon un sondage de *Tamedia*, 30% des voix des jeunes sont allées pour l'UDC lors des élections fédérales de 2023, un parti qui sait également attirer les classes populaires. Est-ce que les partis conservateurs sauraient particulièrement mobiliser? «Dans les années 2000, lorsque l'UDC s'est radicalisée et a accru



son soutien électoral, nous avons constaté une augmentation de la participation électorale sur le plan national. Cependant, nous avons vu que ce n'est pas seulement la montée d'une droite dure ou extrême qui mobilise plus aux urnes. En général, plus que la montée des droites, c'est la polarisation, dont simultanément l'opposition à ces droites, qui favorise une plus grande participation électorale», avance Oscar Mazzoleni.

Depuis plusieurs années la participation aux votations tourne autour des 45%

Un problème de représentativité?

Est-il inquiétant que seulement la moitié de la population participe aux votations et aux élections? Et peut-on toujours parler de démocratie référendaire? Pour Oscar Mazzoleni, la réponse à cette question suppose un choix de valeur. «Si nous considérons le vote comme un devoir moral de chacune et chacun de nous, on peut l'affirmer. Cependant, le vote est conçu comme un droit, où les citoyen-ne-s peuvent décider librement de voter, c'est plus compliqué de nier la légitimation d'un

système référendaire comme nous l'avons en Suisse.» Ce qui peut préoccuper, c'est que la participation politique soit dominée par une tranche de la population dotée d'un fort capital scolaire et économique. En effet, l'on pourrait craindre une politique des élites qui mettent à l'agenda des éléments les concernant uniquement, déconnectée de la réalité d'une majorité de la population. La question est complexe. Or, selon un article du journal *Le Temps*, les abstentionnistes ne sont pas toujours les mêmes et 90% des citoyen-ne-s se prononceraient régulièrement, mais de manière sélective. •

Clémence Reymond

Etudiant·e·s aux commandes

BANGLADESH • Cet été, des manifestations anti-gouvernementales d'envergure ont façonné le nouveau visage politique du Bangladesh, et les étudiant·e·s y sont pour beaucoup...

Au mois de juillet de cette année, on a pu apercevoir sur les murs des universités bangladaises des slogans politiques, des grèves et des manifestations dans les rues des villes du pays; les étudiant·e·s de ce pays d'Asie du Sud sont progressivement descendu·e·s dans la rue afin d'adresser au gouvernement en place plusieurs revendications. Parmi celles-ci, on trouve l'abolition de privilèges aux vétérans de l'indépendance, mais aussi plus généralement la réduction des inégalités sociales et de la pauvreté de la population. Rapidement, la Première ministre Sheikh Hasina, en poste depuis 2009, a envoyé la police et les forces paramilitaires dans les rues. Lorsque la répression est devenue sanglante, dès la moitié du mois de juillet, la

dirigeante du pays s'est trouvée être la cible du mouvement, désormais étoffé d'une grande partie de la société civile. Ayant fait disparaître des centaines d'adversaires politiques et censuré massivement les médias, elle doit maintenant faire face aux critiques d'autoritarisme qui deviennent de plus en plus motivées. Après des semaines d'affrontements qui ont fait plus de mille morts, la Première ministre, sous pression, a finalement fui en Inde.

Par les étudiant·e·s du début à la fin
Ce mouvement parfois qualifié de révolutionnaire, initié au sein des universités, a donc imposé un changement de régime. Lorsque celui-ci s'est concrétisé et que le siège de Sheikh Hasina est laissé vacant,



l'armée a ainsi cherché à s'y faire une place. Mais les étudiant·e·s, toujours très engagé·e·s, parviennent à imposer le nom de Muhammad Yunus, économiste et Prix Nobel de la paix en 2006, sur le siège de dirigeant du gouvernement intérimaire. Une fois celui-ci nommé, le calme est peu à peu revenu dans les rues de Dacca et

celles-ci ont commencé à se réorganiser. La police, partie prenante dans les massacres des manifestant·e·s, a alors cessé d'assurer certaines de ses fonctions publiques pendant plusieurs jours. Ainsi, les étudiant·e·s ont dû à nouveau retrousser leurs manches, s'improvisant agent·e·s de la circulation, de la sécurité de certains bâtiments, etc. Ce soulèvement bangladais montre donc, encore une fois, l'importance des membres des universités dans la naissance d'une contestation, dans son application et dans la volonté de création d'une société souvent plus démocratique et anti-autoritaire. •

Simon Zbinden

Modi en demi-teinte

INDE • Un pays où près d'un milliard d'électeur·rice·s se rendent aux urnes, un chef d'Etat qui tient plus de 200 meetings publics... l'Inde mérite bien son titre de plus grande démocratie du monde, d'autant que le pouvoir de Narendra Modi semble fléchir.

Le processus aura duré six semaines, nécessitant l'installation de plusieurs millions de bureaux de vote et la participation de près d'un milliard d'électeur·rice·s pour que les élections législatives indiennes voient le jour. Une organisation impressionnante qui s'est étalée du 19 avril au 1er juin, mettant en jeu les 543 sièges de la Lok Sabha, la chambre basse du Parlement indien. C'est finalement le *Bharatiya Janata Party* (BJP), soit le parti du Peuple indien, au pouvoir depuis 2014, qui a remporté 240 sièges du parlement. Cela représente près de la moitié des sièges, permettant au parti de devenir majoritaire et de réélire leur leader, Narendra Modi, pour un troisième mandat de Premier ministre.

Une victoire en demi-teinte

Toutefois, si Modi remporte ces élections, les résultats ne sont pas à la hauteur de ses attentes. Avec plus

de 200 meetings publics et 80 interviews données en l'espace de six semaines, Modi espérait obtenir la majorité des deux tiers du Parlement indien, afin de pouvoir mener à bien l'un de ses projets clés: modifier la Constitution indienne. Cette révision aurait permis de renforcer l'agenda nationaliste hindou du BJP, en privilégiant l'identité hindoue au détriment d'autres identités religieuses, notamment musulmanes, et de façonner l'Inde selon sa vision nationaliste et économique.

Une politique aux tendances nationalistes

Or, le BJP n'ayant même pas obtenu la majorité absolue des sièges, le projet de Modi a été considérablement freiné, de quoi soulager les défenseur·se·s de la démocratie indienne. En effet, bien que les mandats successifs de Modi aient transformé l'Inde en une puissance économique de premier plan, avec une



croissance impressionnante de 8%, la volonté politique nationaliste hindoue de son gouvernement s'est accentuée. La marginalisation des minorités, notamment musulmanes, fait également partie de son programme, profilant pour certains la volonté de fragiliser la laïcité de l'Etat indien. De plus, plusieurs récentes mesures ont suscité de vives inquiétudes quant à l'avenir de la démocratie indienne. C'est le cas de la loi controversée *Citizenship*

Amendment Act (2019), qui accorde la citoyenneté indienne aux réfugié·e·s de certaines religions à l'exclusion de l'Islam, mais aussi de la répression accrue, voire violente, des manifestant·e·s contre les réformes agricoles, ou encore des pressions exercées sur des institutions indépendantes telles que la presse et la justice. Alors, peut-on toujours parler de «la plus grande démocratie du monde», ou cette notion est-elle mise à l'épreuve? Le débat reste crucial pour ce pays au rayonnement international. Mais les récents résultats électoraux reflètent un changement dans l'opinion publique et, dans certaines régions, une montée de la colère et des frustrations face à la politique actuelle... de quoi freiner les projets nationalistes du BJP. •

Alice Hari Savioz

Harris à la rescousse

USA • La scène politique américaine est marquée par un duel présidentiel palpitant, opposant la vice-présidente démocrate Kamala Harris à l'ancien président républicain Donald Trump. Regard sur celle qui pourrait devenir la première femme à s'établir à la Maison Blanche.

Fille d'immigré·e·s brillant·e·s, Kamala Harris a baigné très tôt dans la défense des droits humains et des minorités. Pas étonnant qu'elle gravisse les échelons avec une ténacité tranquille: de la première femme procureure générale de Californie à la vice-présidence en 2020, la voici maintenant à la tête du parti démocrate. Cependant, Harris n'a pas que des fans. En effet, certaines de ses prises de position, notamment sur l'immigration ou le port d'armes, lui ont valu quelques critiques. Mais son grand défi reste de vaincre l'indéboulonnable Donald Trump, qui arrive à mobiliser de grandes franges de l'électorat.

Une leader charismatique?

Connue pour ses déclarations



enflammées et son sourire franc, la politicienne originaire d'Oakland en Californie, compte bien représenter une «nouvelle génération de leaders», comme elle l'a affirmé dans son discours face à l'ancien président, le 10 septembre dernier. Cependant, elle devra encore convaincre les abstentionnistes et conquérir les électeur·rice·s des États-clés, tels que la Pennsylvanie, l'Ohio ou encore le Michigan, pour

pouvoir espérer remporter l'élection. De plus, son duo avec Tim Walz, gouverneur du Minnesota et ambassadeur de l'Amérique ouvrière, dépeint une alliance solide et stratégique qui peut booster leurs chances de victoire.

Unis dans l'avenir

Comment Harris compte-elle faire pencher la balance de son côté? Elle mise sur un discours de réconciliation, d'unité dans la diversité. Elle compte inspirer confiance aux Américain·e·s et prouver ses compétences. Elle espère également mobiliser une partie des électeur·rice·s indécis·e·s, notamment les jeunes. Soutenue par des figures de la *pop culture*, comme Taylor Swift ou Billie Eilish, elle conquiert également des

républicain·e·s reconnu·e·s soucieux·ses d'arrêter le massacre trumpiste.

Elle compte représenter une nouvelle génération de leaders

Tout cela est de bon augure, mais ne prédit cependant pas les résultats. Rien n'est encore gagné et tout se jouera dans les urnes en novembre prochain. •

Alexandra Bender

La mascarade aux urnes

VENEZUELA • Malgré l'espoir d'un changement incarné par l'opposition, l'élection présidentielle au Venezuela se solde par une réélection controversée de Maduro, entre fraude électorale, répression et enjeux géopolitiques majeurs.

Dimanche 28 juillet, les urnes bouillonnent au Venezuela. Une flambee de liberté embrase les cœurs des opposant·e·s au régime, représenté·e·s par le candidat Edmundo González Urrutia. Le rassemblement massif dans les grandes villes durant les campagnes électorales attise l'espoir de la fin du régime bolivarien, instauré par le feu président Hugo Chávez et entériné par son successeur Nicolas Maduro. L'appétit d'un avenir meilleur porte à croire que, dès le soir même, lors de la divulgation du scrutin définitif, le Venezuela aura tourné la page d'un sinistre chapitre de son histoire. Mais la méfiance plane parmi les membres de l'opposition qui, flairant le trucage dans une ambiance de libertés restreintes, collectent, scannent et publient en ligne le 80% des résultats, obtenus grâce aux procès-verbaux. Les chiffres sont clairs: González Urrutia l'emporterait avec 67% des suffrages contre 30%

pour son adversaire, Maduro. Cependant, le *Conseil National Électoral* (CNE) tarde à publier les scrutins officiels sous prétexte d'une panne informatique. La journée électorale se soldera sans que les vrais résultats soient diffusés. Le lendemain, le CNE proclame, sans aucun appui infographique, la réélection de Nicolas Maduro comme président du pays.

Irrégularités à répétition

La communauté internationale ne tarde pas à décrédibiliser ce qui est désormais considéré comme une fraude électorale, canevas d'un récit autoritaire qui s'est emparé du Venezuela. Depuis 2015, lorsque l'opposition emporta les législatives en obtenant la majorité à l'Assemblée nationale, Maduro préfère se passer de toute légitimation électorale pour détenir le pouvoir, n'hésitant pas à réprimer d'une main de fer ses



adversaires. Ainsi, il n'est pas surprenant que, lors des votations de 2018, des organismes internationaux aient dénoncés des irrégularités tout au long du processus électoral. Pour contourner cette image de leader autocrate et despote, Maduro mise sur la figure du président charismatique, proche du peuple. Il s'affiche tantôt sur les réseaux sociaux en train de danser au rythme de la salsa, tantôt sur les médias de l'Etat en tant que super-héros de dessin animé, défendant le pays de l'invasion américaine. Il s'assure ainsi le

soutien d'une frange de la population qui continue à croire en sa cause révolutionnaire. Derrière cette prétendue élection se cachent de vieux enjeux géopolitiques encore en vigueur. Le Venezuela traverse le deuxième plus grand exode mondial après la Syrie en même temps que sa plus grande crise économique, exacerbée par l'embargo américain qui vise à affaiblir le régime en affamant la population. De même, la gestion interne défailante porte une grave atteinte à l'économie du pays. Mais Maduro ne fléchit pas, car il bénéficie du soutien des plus grands adversaires de l'OTAN: la Chine, la Russie et l'Iran. La bipolarisation du monde actuel transparaît ainsi dans le rapport de force d'une réélection imposée... •

Santiago Arroyave López

IA et désinformation

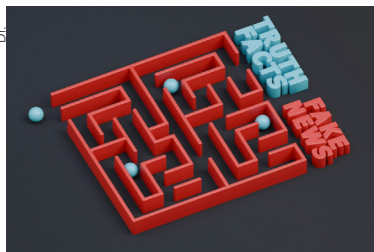
TECHNOLOGIE • Quelles conséquences les nouvelles technologies ont-elles sur la démocratie? Si certains outils peuvent se montrer bénéfiques pour les électeur·rice·s, d'autres représentent au contraire de nouveaux canaux de désinformation.

IA, numérisation, vote électronique... Le monde connaît aujourd'hui une révolution technologique sans précédent, et aucun domaine ne semble être épargné. Selon trois études de TA-SWISS, la Fondation pour l'évaluation des choix technologiques, la démocratie pourrait gagner en exactitude grâce à ce processus de numérisation. Parmi ces conséquences positives, TA-SWISS souligne notamment un accès plus large et facilité à la participation démocratique «[d]e groupes cibles qui, jusqu'à présent, n'étaient guère impliqués dans les processus politiques». Les bienfaits de la numérisation sur les votations futures ne pourraient cependant être possibles qu'à condition de mettre en place certaines mesures. Celles-ci

comprennent des formations à l'utilisation informatique ou encore la création de plateformes d'expert·e·s vérifiant les faits diffusés sur internet. Car si les nouvelles technologies peuvent impacter de manière positive les démocraties à travers le monde, leurs effets pourraient aussi se montrer dévastateurs.

Politique et désinformation

En août dernier, Donald Trump publiait des images de la célèbre chanteuse américaine Taylor Swift affichant son soutien pour le candidat républicain aux élections américaines de novembre. L'influence de cette dernière aux États-Unis est telle que le ou la candidat·e qui bénéficie de son soutien public pourrait voir ses voix augmenter significativement. Plus



tard, ces photos se sont révélées avoir été générées artificiellement. A travers cet événement, une tendance se dessine, et celle-ci témoigne du pouvoir des images générées artificiellement à changer significativement le résultat d'une élection. Selon TA-SWISS, la rapidité avec laquelle ces «intox» se diffusent augmente dramatiquement leur impact. De plus, la Fondation insiste sur le fait que les réseaux sociaux

n'ont pas été pensés pour être utilisés comme outils politiques et ne sont donc pas «des outils démocratiques transparents». Dans le cas de la campagne de Trump, cela démontre que les outils numériques, souvent présentés comme un progrès pour la démocratie, représentent également de nouveaux moyens potentiels de propagande, difficilement contrôlables par les plateformes ou encore par les politicien·ne·s. •

Marine Pellissier

Macron, à droite toute!

FRANCE • Ces derniers mois marquent un tournant agité dans la vie politique française. Entre la dissolution imprévue de l'Assemblée nationale puis les législatives du 7 juillet dernier, l'équilibre politique de l'hexagone apparaît fragile. Retour sur une actualité politique digne d'une télé-réalité.

Macron aurait cherché une «reprise du contrôle politique» de son parti selon certain·e·s. D'autres spéculent un désir de stabilité politique en vue des Jeux olympiques. Selon le principal concerné, il s'agissait «avant tout d'un acte de confiance», présentant le fait comme une opportunité au peuple d'exprimer son désir démocratique. Bref, en juin dernier, suite aux élections européennes, Emmanuel Macron proclame la dissolution du Parlement français, une première depuis 1997. Coup de tonnerre politique! Après un premier tour laissant planer le risque de la prise de pouvoir par l'extrême droite, les Français·e·s descendent par milliers dans les rues. Le 7 juillet, après le second tour des législatives, les résultats tombent. Le Nouveau Front Populaire, la nouvelle coalition de gauche, remporte une majorité de sièges au Parlement français avec

188 député·e·s, devant l'alliance présidentielle (161) et le Rassemblement National (142).

Drôle de démocratie...

Malgré une majorité remportée par la gauche, Macron fait le choix surprenant de désigner Michel Barnier, figure controversée parmi les Français·e·s, en tant que Premier ministre. Ce dernier, ancien négociateur du Brexit et personnage respecté sur la scène politique nationale et internationale, n'affiche en rien les souhaits politiques des Français·e·s tels qu'exprimés aux derniers scrutins. Le Nouveau Front Populaire, sorti majoritaire des législatives, avait pourtant proposé la figure de Lucie Castets, censée représenter le choix de la majorité. De plus, la constitution du gouvernement Barnier, située ouvertement à droite et annoncée le 5 septembre dernier s'impose elle aussi tel un

coup de massue. Parmi les ministres désigné·e·s, on retrouve des figures telles que Bruno Retailleau, Annie Genevard, François-Noël Buffet ou encore Patrick Hetzel. Ces nouvelles têtes incarnent en majorité la ligne conservatrice du parti. Les Républicain·e·s sont parfois ouvertement opposé·e·s à des mesures telles que l'avortement ou encore le mariage homosexuel. Le *Planning familial* se dit «inquiet» du



gouvernement Barnier et réclame une «politique forte» sur l'accès aux droits.

Macron destitution?

Face à ce contexte tendu, La France Insoumise (LFI) évoque une procédure de destitution du président. Selon le parti, Macron, par ses décisions, met en péril la démocratie. Bien qu'elle relève plutôt du symbolique, cette initiative reflète la gravité de la crise politique et la défiance croissante envers l'exécutif. Elle permet de soulever les défaillances de la Ve République, qui, comme la situation en atteste, octroie un trop grand pouvoir à l'exécutif et bafoue les idéaux démocratiques. La Ve République serait-elle arrivée à échéance? •

Murielle Guénette

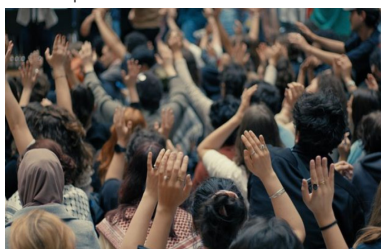
Géopolis occupé

CAMPUS • Alors que la vie académique reprend gentiment son cours sur le campus, l'occupation de Géopolis en mai dernier et la mobilisation étudiante pour la Palestine n'ont pas fini de faire parler. Événements, revendications et débats, retour sur ce mouvement d'envergure avec des membres du collectif *Camp'Unil'Pal*.

La mobilisation pour la Palestine rassemblée une coalition inédite de personnes, politisées ou non – et, le cas échéant, issues de cultures politiques très diverses: écologiste, zadiste, autonome, antifasciste, anticapitaliste et queer – et ayant des besoins différents. Dans ces conditions, «la cohésion au sein même du mouvement représentait un enjeu majeur», selon une membre du collectif marquée par cette expérience de vivre-ensemble, où «[les] diversités pouvaient s'exprimer pleinement». Au bout de quelques jours seulement, le hall de Géopolis est devenu le centre d'une attention médiatique et publique importante, y compris à l'international. Le mouvement a par ailleurs été suivi par une cascade d'occupations dans d'autres campus du pays. À l'Unil, étudiant·e·s et membres de la société civile se sont retrouvé·e·s pour assister à deux assemblées générales par jour, à des conférences, à des projections et à des ateliers artistiques ou d'auto-formation au droit de manifester. Lors des quelques manifestations qui ont ponctué les négociations avec le Rectorat, «la priorité était de garantir que l'espace reste ouvert et sûr pour toutes les participant·e·s, tout en évitant au maximum une confrontation avec les autorités», selon les explications d'un autre membre du collectif responsable du service d'ordre.

Au cœur d'un débat de société

L'occupation de Géopolis a rencontré de nombreux soutiens parmi les enseignant·e·s et chercheur·e·s de l'Unil – pas moins de quatre cent d'entre eux·elles ont signé une lettre de soutien – ainsi qu'auprès de député·e·s du Grand Conseil



vaudois et du Parlement suisse. En même temps, une contre-pétition, intitulée «UNIL: Pour la liberté académique» a été signée à ce jour par 156 enseignant·e·s et chercheur·e·s de l'université. En outre, un sondage de la RTS lancé le 6 mai montre une opinion plus divisée encore de son public: sur 1574 participant·e·s, 49% considéraient comme positives les manifestations universitaires, contre 51% qui les désapprouvaient. Parmi les critiques, un argument régulièrement invoqué était que la politique n'avait pas sa place à l'université, lieu de construction de savoirs et de débats scientifiques.

Le collectif nous a confirmé être toujours en contact avec la Direction

Aux antipodes de cette idée d'une tour d'ivoire académique, l'un des membres de Camp'Unil'Pal nous a rétorqué que «l'institution académique n'est pas neutre: elle est traversée par des rapports de pouvoir et des influences économiques et politiques. En tant qu'étudiant·e·s, nous avons voulu réaffirmer que l'université [...] a la responsabilité de soutenir des causes justes, de se positionner et d'offrir un espace où les voix dissidentes peuvent se faire entendre.»

Contacts avec le Rectorat

C'est à de tels échanges qu'incitait le rapport sur les collaborations de l'Unil avec des universités israéliennes, publié par le collectif le 14 mai dernier. Mais l'initiative n'a pas trouvé le relais escompté chez les médias ou la Direction de l'Unil, comme le déplore aujourd'hui un des membres chargés du travail de recherche: «ce que je retiens surtout, c'est que la Direction n'a pas voulu lire le rapport, et que j'aurais souhaité que ce rapport encourage les médias à s'intéresser à nos revendications, plutôt qu'au seul rapport de force avec la Direction.» À



ce sujet, le collectif nous a confirmé être toujours en contact avec la Direction, pour suivre les avancées de la cellule d'expert·e·s mise en place pendant l'été pour évaluer les collaborations avec des instituts scientifiques en contexte de conflit armé.

Epilogue... et suite

Si on ignore quelle direction va prendre le mouvement en fonction des conclusions de cette commission et des décisions du Rectorat, les enjeux sont nombreux, à en croire la tension qui a traversé les derniers jours de l'occupation. Une autre membre de Camp'Unil'Pal, active dans les négociations, se souvient entre autres des pressions politiques: «Frédéric Borloz, le conseiller d'État en charge de l'enseignement supérieur, voulait une intervention policière; il y avait aussi une campagne politique et médiatique contre nous de députés du Grand Conseil.»

manifestation sur le campus, avec une conférence de presse où ont été mises en avant des choses graves qui se sont passées du point de vue de la liberté académique et de la présence policière sur les campus.» Pourquoi, alors, a-t-il fallu en arriver là? «Je pense qu'on ne se rend pas compte», nous dit cette même membre, «de l'impact que ça a sur nous de voir des images de génocide en temps réel. L'occupation était aussi un des premiers espaces à la fois d'action et de deuil collectif. C'est vrai que, avant, tu te sentais impuissante, tu allais peut-être aux manifestations, mais rien ne changeait concrètement; je pense que c'est aussi pour ça que ça a fonctionné. Maintenant, il est important de remobiliser les personnes qui sont venues et qui ont senti ce truc: quand on se mobilise et qu'on est ensemble, on peut gagner des choses et construire un rapport de force.» •

«Quand on se mobilise et qu'on est ensemble, on peut gagner des choses»

Anthony Gérard

Elle nous raconte aussi le jour où, devant le risque d'arrestation et d'intervention policière – qui s'étaient déjà produites à Genève, à Zürich et à l'EPFL – le collectif a décidé d'évacuer Géopolis: «On est quand-même sorti·e·s en faisant une grande

Vieillesse au travail

TRAVAIL • L'expérience ne tient plus la place dorée qu'elle avait jadis au sein du monde du travail, car celle-ci est désormais synonyme de vieillesse. Considérablement négligé-e-s, les travailleur-se-s âgé-e-s font face à une importante discrimination, ignorée par beaucoup.

«Un vieillard assis voit plus loin qu'un jeune homme debout», ou encore: «là où il n'y a pas de vieillard, il n'y a pas de sagesse». Ces phrases, loin d'être de simples lieux communs, célèbrent la sagesse et l'expérience propres à la vieillesse. Véhiculant l'idée selon laquelle un savoir collectif repose sur l'expérience de nos aîné-e-s, elles poursuivent une image idéalisée de ces dernier-ère-s et bien différente de la réalité. C'est qu'il ne fait pas toujours bon vieillir dans notre société, particulièrement dans le monde professionnel où la place réservée aux «50+», soit la population active de plus de 50 ans, est loin d'être privilégiée. Que ce soit leur intégration au sein de l'environnement de travail, les expressions de langage, les plaisanteries ou les limitations d'âge dans les offres d'emploi, l'exclusion des travailleur-se-s senior-e-s se décline de multiples façons. Cette exclusion, que l'on appelle âgisme, est une forme de discrimination qui se fait selon le critère de l'âge.

L'âgisme est aujourd'hui l'une des discriminations les plus acceptées

Désignant les attitudes, les actions et les mots qui confèrent aux personnes plus âgées un statut social inférieur, ce phénomène touche particulièrement le monde du travail. Souvent considéré comme «inévitabile» ou «normal», l'âgisme est en réalité l'une des formes de discrimination les plus acceptées sur le lieu de travail. C'est que le critère de l'âge, contrairement à ceux du genre ou de l'origine, a reçu relativement peu d'attention, voire tend à être minimisé lorsqu'il s'agit de prendre des initiatives pour lutter en faveur de la diversité, de l'équité et de l'inclusion (DEI).

Plusieurs explications

Tout d'abord, financièrement, un-e travailleur-se senior-e coûtera plus à son entreprise qu'un-e jeune



salarié-e dont le salaire est, dans la plupart des cas, encore bas. Ensuite, plusieurs préjugés tenaces satureront la vision de l'employé-e âgé-e: on les juge dépassé-e-s, avec des idées moins pertinentes, s'absentant souvent pour des raisons de santé et demandeur-se-s de conditions de travail adaptées à leur âge. Enfin, comme le soulignent les sociologues Dominique Méda et Patricia Vendramin, de nos jours, la valeur de l'expérience dans le monde du travail a perdu son importance au profit de l'innovation. Désormais, avoir de l'expérience ne suffit plus.

Et du côté de la justice?

Ces éléments permettent d'éclairer en partie la tendance de nombreux-se-s employeur-se-s de favoriser la jeunesse lors de recrutements. Toutefois, cette discrimination demeure difficile à cerner et complexifie la tâche de la justice pour punir les entreprises qui franchissent la ligne, notamment d'un point de vue légal. L'absence de cas dans le milieu judiciaire souligne la banalisation de cette forme de discrimination. Il n'existe pour l'instant pas de loi anti-discrimination en Suisse qui inclurait spécifiquement l'âgisme dans les procédures d'embauche. De plus, aucun cas sur le refus d'embauche fondé sur ce critère n'a pour l'instant été jugé. Ainsi, les conséquences juridiques encourues par les employeur-se-s en cas

de discrimination demeurent floues et largement impunies.

Une solution limitée

Certaines entreprises prennent des initiatives pour lutter contre cette discrimination en adoptant une «déclaration sur la diversité des âges». Ce document, généralement signé par le PDG ou des cadres supérieur-e-s, affirme l'engagement de l'organisation en faveur d'un équilibre générationnel et de la reconnaissance de la valeur que chaque tranche d'âge peut apporter. D'après les recherches de Franciska Krings, professeure de comportement organisationnel à l'Unil, cette démarche a des effets positifs. Elle permettrait d'augmenter le taux de sélection des personnes de plus de 50 ans, souvent écartées des processus d'embauche. Cependant, la déclaration sur la diversité des âges présente au moins une limite: si elle encourage la sélection de travailleur-se-s senior-e-s, elle ne garantit pas forcément une inclusion véritable en fonction de l'âge dans l'entreprise. •

Alice Hari Savioz

Chronique polémique

Le Japon persiste

Malgré les protestations et l'arrestation de Paul Watson, la chasse à la baleine continue.

Les critiques, les divers avertissements ainsi qu'une condamnation de la Cour internationale de justice en 2014 n'ont visiblement pas suffi à empêcher le Japon de continuer à chasser les baleines. Tantôt déguisant leurs activités commerciales en feignant des recherches «scientifiques», tantôt promulguant le respect de leurs traditions, les baleiniers nippons n'ont jamais cessé de filer entre les mailles du droit international. Enfreindre la loi pendant des décennies, avant de relancer officiellement en 2019 la chasse commerciale à la baleine, toutes les méthodes sont bonnes pour ce pays qui a fait de cette activité controversée un symbole de son identité nationale. Difficile d'agir et de faire respecter les lois lorsqu'un pays entier les néglige. Ainsi, les membres de l'ONG *Sea Shepherd*, véritables justicier-ère-s des mers, ont opté pour une méthode plus musclée, ayant parfois recours à l'abordage des embarcations ou à leur sabotage. Agissant de façon directe contre la destruction de la faune marine et la surpêche, ils-elles ont veillé sur le sanctuaire baleinier de l'Antarctique pendant plus d'une décennie, sauvant 5000 baleines d'une mort certaine. Le 21 juillet dernier, Paul Watson, fondateur de cette association, symbole du militantisme, véritable image de la défense des baleines et surtout bête noire des Japonais-es, est arrêté au Groenland par les autorités danoises suite à l'émission d'une notice rouge par Interpol. Une demande d'extradition du pays du soleil levant, reportée au 2 octobre 2024, a récemment suscité une importante mobilisation de la part de la communauté internationale et une remise en question quant à la politique du Japon sur la protection des baleines. De quoi relancer le débat. •

Alice Hari Savioz

AVS 21, clap de fin?

VOTATIONS • L'erreur de l'OFAS concernant les projections des coûts de l'AVS sur ces dix prochaines années annulera-t-elle la réforme acceptée par les électeur·ice·s en septembre 2022? Le point sur la situation avec Vincent Martenet, professeur ordinaire de droit public à l'Unil.

Début août 2024, l'Office Fédéral des Assurances Sociales (OFAS) annonçait s'être trompé quant aux projections sur les coûts de l'AVS (Assurance-vieillesse et survivants) durant les dix prochaines années. En 2033, le paiement annuel devrait être de quatre milliards de moins qu'annoncé en septembre 2022, soit une différence de 6% avec la projection initiale. Cette surestimation des dépenses est considérée comme ayant eu une incidence fondamentale sur l'acceptation de la réforme de l'AVS 21, qui prévoit notamment l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes. L'objet avait en effet été accepté à 50,5%, ce qui constitue une très faible majorité.

«Nous n'avons pas, avec ces nouveaux chiffres, une inversion de la tendance»

Pour beaucoup, ces chiffres, plus alarmistes que la réalité, invalident donc le résultat de ces votations, ne reflétant pas le ressenti des électeur·rice·s face aux changements prévus pour la prévoyance vieillesse suisse. Depuis, deux recours contre le relèvement de l'âge de la retraite des femmes ont été déposés auprès du Tribunal fédéral par les Vert·e·s ainsi que par les Femmes socialistes. Alors, le peuple suisse va-t-il être rappelé aux urnes?

Trois critères

Selon Vincent Martenet, le Tribunal fédéral se basera sur trois critères pour prendre sa décision. Tout d'abord, les expert·e·s vont évaluer la gravité du problème survenu, soit l'erreur de calcul de l'OFAS. Ensuite, l'impact sur le résultat du scrutin sera mesuré. «Plus le résultat est serré, plus ce critère est facilement atteint», explique-t-il. Enfin, la décision va également dépendre de la sécurité du droit; en d'autres termes, si la réforme est déjà entrée en vigueur ou pas. En effet, une réforme a plus de chance d'être annulée si ses effets ne sont pas encore déployés. La réforme de l'AVS 21 prévoyant l'harmonisation de l'âge de la retraite à 65 ans par étapes dès 2025, aucune femme n'est actuellement touchée par ce changement. Mais malgré ces arguments, il est difficile de prédire la décision des expert·e·s quant à l'annulation de la réforme. «C'est une appréciation au cas par cas», affirme Vincent Martenet.

Revoter, c'est repousser le problème?

Même si le tribunal estime qu'il y a eu violation de la liberté de vote, cela n'impliquerait pas forcément de nouvelles votations sur les mêmes sujets. Mais voter à nouveau représente-t-il une solution pour connaître la véritable décision du peuple suisse concernant la prévoyance vieillesse?

«La démocratie directe doit constamment se réinventer»

Si les chiffres annoncés par l'OFAS en septembre 2022 sont erronés, ils reflètent tout de même les problèmes auxquels l'AVS devra faire face dans le futur. «Nous n'avons pas, avec ces nouveaux chiffres, une inversion de la tendance», insiste Vincent Martenet. Si nouvelles votations il y a, la réforme nécessitera donc que le parlement fédéral ajuste son contenu en



tenant compte des données statistiques exactes. Ainsi, même si la réforme est adaptée, il paraît important de préciser que les mêmes préoccupations persistent, et que celles-ci sont également reflétées par le montant des dépenses révisé.

Une confiance fragilisée

Face à l'erreur de l'OFAS, nous pouvons affirmer que la confiance des électeur·ice·s envers les données statistiques est mise à l'épreuve. Pour le professeur de l'Unil, si ce genre de dérive «ne condamne pas la démocratie directe, celle-ci doit constamment se réinventer». La Chancellerie fédérale doit en effet trouver, au moment de la transmission d'informations aux électeur·rice·s, un équilibre entre son devoir de concision et son devoir d'exactitude, détaille-t-il. Ainsi, il paraît probable que les données statistiques futures soient présentées sous une forme plus ouverte, avec des fourchettes de valeurs plutôt qu'un simple chiffre, par exemple. Il y a donc là une vraie nécessité d'être vigilant·e face à la question de la confiance, et de mettre en place des mesures servant à la préserver. •

Marine Pellissier

Chronique Sexprimer

Jouer, ça se gagne?

S'abstenir pour performer: mythe ou réalité biologique? La réponse est ailleurs.

De la Grèce antique à nos jours, et malgré les preuves scientifiques contraires, l'idée selon laquelle l'activité sexuelle avant une compétition sportive nuirait à la performance perdure – tout particulièrement chez les athlètes masculins. Le rameur allemand Oliver Zeidler en a fait les frais aux Jeux Olympiques de Paris 2024, lorsque son entraîneur lui interdit tout rapport sexuel avec sa petite amie. Une abstinence qui semblerait avoir porté ses fruits, puisque Zeidler remporte ensuite l'or pour son pays. Pourtant, la communauté scientifique est unanime: rien n'indique que le sexe soit un frein à la performance sportive. Bien au contraire, si pratiqué avec plaisir et consentement, il n'offre que des avantages pour la santé des athlètes, favorisant un bien-être psychique et un sommeil réparateur grâce à la libération d'hormones dites «du bonheur». L'idée que s'abstenir permettrait aux hommes d'accumuler de la testostérone, hormone associée dans l'imaginaire collectif à la masculinité, est fautive. En réalité, l'éjaculation en entraîne une libération accrue. Le mythe selon lequel l'abstinence sexuelle serait bénéfique avant une compétition sportive n'a donc aucun fondement biologique. Il est alimenté par des stéréotypes qui veulent que le caractère viril des athlètes masculins, qui incarnent dans les médias le modèle de l'homme puissant, combatif et agressif, doit être protégé pour garantir non seulement leur succès sportif, mais aussi leur statut de modèle masculin. Cette vision utilitariste du corps concerne aussi les femmes athlètes, qui ont parfois été soumises à des grossesses forcées pour exploiter leurs effets sur la résistance à l'effort, avant d'être avortées. Ces discours et pratiques révèlent donc une société guidée par le rendement et la performance, à laquelle le corps et donc la sexualité n'échappent pas. •

Julie Holliger



Le Jura gravé dans la pierre

HISTOIRE • Il y a cinquante ans, le Jura obtenait son indépendance et devenait le 26e canton suisse. Loin d'être consensuelle, la question jurassienne a traversé les siècles; la pierre d'Unspunnen est aujourd'hui le symbole de son intemporalité.

Depuis 1815 et le Congrès de Vienne, la partie suisse du Jura fait partie du canton de Berne. Mais pour des raisons culturelles, linguistiques, financières et politiques, les habitant.e.s de cette région font entendre depuis le début du 20e siècle leur volonté d'autonomie et d'indépendance. Dès les années 1960, les manifestations se font de plus en plus nombreuses; le goudronnage des rails du tram à Berne en 1972 et l'occupation de l'ambassade suisse en France la même année en sont les deux plus importantes. Après moult négociations, révoltes et médiations de la Confédération suisse, le canton de Berne et les mouvements autonomistes jurassiens trouvent un terrain d'entente: les citoyen-ne.s du «Jura historique»,

qui s'étend de Boncourt à La Neuveville et de Courtelary à Laufon, s'exprimeront en votation populaire sur la création du 26e canton suisse. Le 23 juin 1974, après dépouille des résultats, la République et canton du Jura est née!

La pierre d'Unspunnen

Cependant, alors que s'écrivent la Constitution, les lois et la structure de la toute nouvelle entité administrative, la question jurassienne persiste et s'étend. Une tentative d'attentat à Berne, des grenades retrouvées à Delémont et une histoire de pierre qui cristallise toutes les aspirations autonomistes. La pierre d'Unspunnen, utilisée lors de manifestations sportives, est subtilisée par les membres d'un groupe

séparatiste jurassien, Béliet – animal symbole du Jura –, en 1984 réclamant une «unification» du Jura, qui s'étendrait alors jusqu'à La Neuveville, Courtelary et Moutier, communes restées bernoises lors des épisodes de vote.

Les sentiments d'appartenance cantonaux sont forts

C'est d'ailleurs très récemment que cette dernière a rejoint le canton romand, devenant alors sa deuxième ville la plus peuplée. Quinze ans plus tard, la pierre réapparaît furtivement en Belgique, puis à Saignelégier en 2001. Elle est alors

rendue à ses propriétaires bernois pour quatre ans, puisqu'elle sera à nouveau subtilisée en 2005. Dès lors, malgré des apparitions à Bienne ou dans certains journaux, elle reste complètement invisible. Véritable symbole des mouvements autonomistes suisses, la pierre d'Unspunnen est la preuve que dans le pays, les sentiments d'appartenance cantonaux sont forts, mais surtout, qu'ils persistent dans le temps. •

Simon Zbinden

Surtourisme: les solutions

VACANCES • Hausse des loyers, pollution sonore, déchets ou encore queues interminables, cela ne peut plus durer. De la taxation à la sensibilisation, les villes prises d'assaut réagissent. L'industrie du tourisme se dirige enfin vers un avenir plus durable.

L'été est bientôt terminé et peut-être, dans l'éloge de vos vacances faite à vos ami.e.s, direz-vous: «C'était cool, mais il y avait trop de monde». Les projets de taxation des touristes gagnent du terrain dans différentes villes d'Europe. L'idée de taxer les visiteur-ice.s journalier-ère.s traverse déjà les esprits. Sur les traces de Venise, qui demande depuis cette année de débours 5€ pour s'y balader en haute saison, Rome tente de remédier au tourisme de masse. D'après un article de la RTS, la mairie de la Ville Éternelle envisagerait un accès limité avec réservation à la fontaine de Trevi, au prix d'un euro pour

les touristes. Facile à mettre en place et permettant de réaliser des bénéfices plus ou moins importants, cette mesure installe une légère friction pour les visiteur-ice.s. Cependant, ce ne seront pas quelques dizaines d'euros de taxe de séjour et de billets de musée qui dissuaderont des touristes dépensant plusieurs milliers d'euros pour leurs vacances. Du moins, cela permettrait de rediriger une partie de leur budget dans le financement de projets valorisant la région plutôt que dans des chaînes de restauration ou des agences d'excursions internationales.

Attribuer un prix à la culture pour la préserver?

L'antidote a été tenté par la ville de Barcelone. Après avoir misé sur ce dernier pour relancer l'économie catalane et tout en acceptant volontiers les voyageur-euse.s venu-e.s avec un bon marché pour une courte durée, la qualité de vie des autochtones s'est

sévèrement dégradée. D'où les milliers de manifestant.e.s traversant les rues de la ville début juillet dernier.

Eduquer les touristes à une fréquentation plus responsable

Désormais, la capitale catalane vise «[...] le tourisme de qualité, avec un budget plus conséquent, des séjours plus longs s'inscrivant dans une démarche durable», selon un article du 20 Minutes.

Sélectionner ou inciter

En effet, avec l'explosion du voyage *low cost* et des destinations recommandées par des tendances TikTok, Tripadvisor ou encore ChatGPT, il devient essentiel d'éduquer le-la touriste à une fréquentation plus responsable. C'est le cas en Nouvelle-Zélande où, d'après Le Point J, il

existe des campagnes sur les réseaux sociaux cherchant à accompagner le-la touriste à visiter l'atypique plutôt que les clichés de la région. En ce qui concerne le tourisme helvétique, Suisse Tourisme stipule que «face à la popularité grandissante des influenceurs, ST répond par une gestion des influenceurs très attentive, visant avant tout à mettre en avant des destinations moins connues avec le concours d'influenceurs sélectionnés selon des critères précis.» Finalement, remédier aux problématiques soulevées par l'excès de croissance du tourisme, devenu le principal moteur économique de certaines régions, demandera encore plusieurs tentatives et explorations d'autres solutions. En attendant, voyageons responsables! •

Carlo Zavanella



Égayer sa vie universitaire

TROUVE TON ASSO • L'évènement trouve ton asso' revient à la Grange le 8 octobre 2024 pour lancer l'année académique 2024-2025. En collaboration avec le Service culture et Médiation scientifique (SCMS), la FAE organise cet événement pour permettre aux nouvelles-ux étudiant-e-x-s de découvrir les associations de l'Unil.

C'est la rentrée! Cela rime avec nouveau départ, nouveaux horizons ou nouvelles rencontres pour certain-e-x-s. Tous ces changements liés à cet environnement inconnu peuvent vite devenir intimidants. Pour rendre la rentrée moins impressionnante, quoi de mieux que de faire de nouvelles rencontres? Les couloirs, les différentes terrasses du campus, les bibliothèques et cafétérias, mais aussi la présence aux cours (hé oui) sont un bon moyen de se lier d'amitiés avec les différent-e-x-s étudiant-e-x-s de l'Unil. Dans le but d'élargir encore plus tes liens avec la communauté estudiantine, la FAE t'offre un moment de rencontre fun et décontracté à la Grange le 8 octobre. Alors si tu cherches à t'investir dans la vie universitaire ou à découvrir la vie associative, cette soirée est faite pour toi!

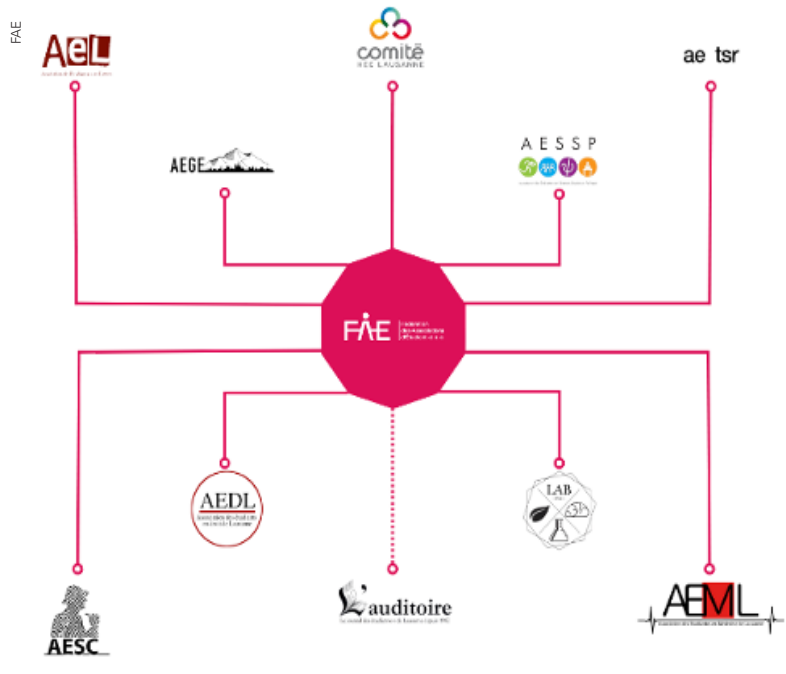
À la découverte des associations non-représentatives...

L'évènement *Trouve ton asso'* est un des événements phare de la FAE. Il permet de rencontrer de façon informelle et amusante les différentes associations de l'université. Cette année, cette rencontre prend la forme d'une chasse au trésor. Chaque

association possède un stand qui t'accueillera et te permettra, à travers différentes activités, de gagner des points. Plus tu accumules des points, plus tu auras la chance de remporter un des nombreux lots. Cette chasse au trésor sera clôturée par un apéro et un concert dès 20h30 sur la terrasse de la Grange. Si cette expérience te tente, n'hésite pas à passer sur place le jour même dès 17h30 pour t'y inscrire!

...ainsi que les associations facultaires de l'Unil

Et si ton engagement universitaire se faisait au sein même de ta faculté? Chacune d'elles possède son association représentative, qui œuvre pour la défense des droits et intérêts de leurs étudiant-e-x-s. Ces associations proposent également plein d'activités tout au long de l'année afin de créer et préserver un lien entre étudiant-e-x-s d'une même faculté. Ces activités peuvent être pédagogiques, comme des conférences et des tables rondes, ou alors plus fun, telles que des workchoppes, des bals ou encore des soirées jeux en tout genre. De plus, certain-e-x-s membres des associations facultaires ont la possibilité de participer à des

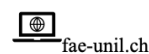
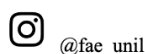


missions plus politiques à travers le poste de délégué-e-x-s à la FAE! Lors de nos assemblées de délégué-e-x-s, nous traitons de questions touchant directement la vie estudiantine. En plus de cela, tu peux activement participer aux changements se faisant sur le campus par le biais des différentes commissions (alimentation, enseignement, égalité, etc...). N'hésite donc pas à t'engager au sein de ta faculté et à prendre part

de manière active à toutes ses activités! Et viens nous voir lors de notre première assemblée de délégué-e-x-s le 7 octobre à 18h15 en salle ANT2024!

Bonne rentrée à tou-te-x-s! •
Bureau du comité exécutif de la FAE

Pour plus d'informations :



Les Ecotopiales

DURABILITE • Le 1 et 2 novembre, l'Unil accueillera un nouveau festival ayant pour thème les imaginaires écologiques, un événement créé par l'Observatoire des Récits et Imaginaires de l'Anthropocène (ORIA). Entretien avec ses coordinateur·rice·s Colin Pahlisch et Eléa Técher.

En 2021, une étude internationale révélait que trois quarts des jeunes âgé·e·s de 16 à 25 ans souffriraient d'éco-anxiété, soit un sentiment d'angoisse profonde lié à la crise climatique que nous traversons actuellement. Face à ce résultat témoignant de l'état psychique d'une génération confrontée quotidiennement aux désastres écologiques que subit notre planète, certaines initiatives se mettent en place. Avec la création des *Écotopiales*, l'ORIA souhaite stimuler la création et la réflexion sur les imaginaires du futur écologique. Ainsi, Colin Pahlisch et Eléa Técher soulignent que l'une des raisons pour lesquelles le festival est né s'inscrit dans une demande émanant des étudiant·e·s; le but étant «d'ouvrir des perspectives pour sortir de la paralysie que pourrait susciter l'accès des imaginaires catastrophistes qui sont uniquement anxigènes».

Collaboration associative

Les *Écotopiales*, c'est un festival dont l'organisation donne naissance à un réseau associatif très dense. Ainsi, plusieurs associations estudiantines telles Le Cabanon ont contribué à son élaboration. S'ajoute à ça la participation de l'association *Castor Freegan*, spécialisée dans la cuisine végétarienne d'invendus, qui proposera un repas gratuit le vendredi midi, durant lequel l'AEL organisera une animation surprise. Enfin, l'identité graphique du festival, créée par Louis Loup Collet, illustrateur et essayiste, fera l'objet d'une exposition «Dessiner l'écotopie» à la Grange.



Littérature · Cinéma · Théâtre · Jeux de rôle · Arts graphiques

s'articule en deux temps. La première journée sera placée sous le signe de la recherche. La matinée sera composée de conférences données par plusieurs spécialistes. L'après-midi, des tables rondes constituées de chercheuses et chercheurs de l'Unil aborderont les imaginaires écologiques au prisme de disciplines comme l'économie, la santé et les sciences. Enfin, le soir, le festival se transportera au théâtre de Vidy pour une rencontre avec Isabelle Stengers, philosophe des sciences, et Alice Carabédian, philosophe politique. L'objectif est d'interroger des expert·e·s à propos de leurs lectures des imaginaires écologiques, avant de donner la possibilité aux étudiant·e·s de proposer les leurs.

Stimuler la création et la réflexion sur les imaginaires du futur écologique

En effet, lors de la deuxième journée, des ateliers créatifs permettront aux participant·e·s de prendre part à un jeu de rôle, de créer une grande fresque collective de bande dessinée, de suivre un cours d'écriture de scénario, ou encore de participer à une journée d'écriture créative

accompagné·e·s d'écrivain·e·s professionnel·le·s. Ainsi, imaginer le futur ne reste pas réservé aux artistes confirmé·e·s mais est bien mis à la portée de tout le monde. Le septième art ne sera pas en reste car le festival se terminera par une projection à la Cinémathèque suisse. Loin d'être cantonnées au domaine de la recherche, les «écofictions» cinématographiques peuvent aussi nous amuser! Tous les événements scientifiques et les ateliers sont gratuits et tout public.

Allier recherche, formation et création

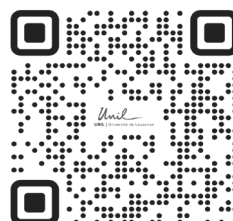
Se voulant formatrice, la première journée du festival ne sera pas seulement ouverte aux étudiant·e·s actuel·le·s mais également aux professeur·e·s de gymnase comme formation continue, afin de s'adresser à ses futur·e·s étudiant·e·s universitaires.

Le lien est ainsi complet entre la réflexion et l'action

Le lien est ainsi complet entre la réflexion et l'action, si vital aux problématiques environnementales. «Dans le contexte universitaire, on est beaucoup dans la réflexion, mais la lier à la création, c'est mobilisateur», affirme Eléa Técher. «Le geste de la création artistique, c'est le premier pas pour la création d'un futur en commun», conclut Colin Pahlisch. •

Marine Pellissier

Pour plus d'information concernant le festival:



Marine Pellissier

Rendez-vous soirées

Dates à noter

Les meilleurs événements sur le campus pour ce mois d'octobre

Du 7 au 12 octobre: Zestival Zelig

Pour célébrer ses 35 ans, Zelig organise une semaine d'événements sur le campus! Le festival, rendu possible grâce au financement participatif, mêlera musique, spectacle et activités pour tous·tes. L'occasion de profiter une dernière fois du soleil, un rafraîchissement à la main, avant la saison froide. Au programme, marché de créateur·rice·s, concerts, et bien plus encore.

7 octobre: Jam session à l'EPFL

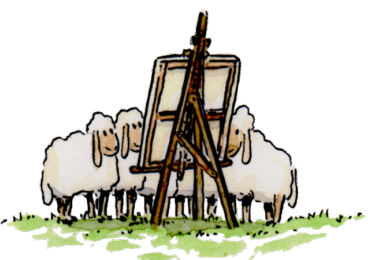
Ce 7 octobre, et comme tous les mois, Satellite organise une Jam session ouverte à tous·tes. Un moment d'improvisation musicale, de partage et de rire où les étudiant·e·s mêlent différents styles musicaux de 21h à minuit. Si le ou la musicien·ne en toi est inspiré·e par ce programme, n'hésite pas à t'inscrire! Si tu veux simplement danser ou voir tes ami·e·s jouer, l'entrée est gratuite, car tout·e artiste a besoin d'un public.

14 octobre: Projection du film *La nuit des femmes*

Ce semestre, le ciné-club propose un cycle de projection nommé «A l'œuvre» et ayant pour thème le travail et ses représentations dans le cinéma. Ce 14 octobre, le film de la réalisatrice japonaise Kinuyo Tanaka *La nuit des femmes*, illustrant les conditions des travailleuses du sexe au Japon à la fin des années 50, sera projeté.

Du 30 septembre au 10 octobre: Jours Santé

S'adressant à toute la communauté de l'Unil et de l'EPFL, les Jours Santé ont pour but de promouvoir l'importance de prendre soin de son corps et de sa santé mentale, avec cette année une thématique explorant le concept de lien, entre soi et les autres mais aussi à son esprit et à son corps. Bilans de santé, expériences interactives, viens faire un geste pour ta santé tout en t'amusant!



Réfléchir au futur, ensemble

Voulant privilégier tout autant la réflexion que la création, le festival

Quand la science s'ouvre à nous

OPEN SCIENCE DAYS • Du 2 au 5 septembre, quatre institutions académiques se sont alliées afin d'ouvrir la discussion sur les sciences ouvertes dans le domaine de la recherche. *L'auditoire* revient sur cet événement unique et ses nombreuses discussions, pertinentes pour tou-te étudiant-e des institutions participantes.

L'Université de Lausanne (Unil), la Haute École spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO), la Haute école pédagogique du canton de Vaud (HEP Vaud) et l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) – les quatre sections du cœur universitaire lausannois – ont chacune leur tour présidé une journée de conférences, tables rondes et ateliers favorisant le partage des connaissances. La première journée, accueillie par la HES-SO, avait pour thème le libre accès.

Un objectif de démocratisation du savoir

Procédé essentiel, il comporte toutefois de nombreux défis: intelligence



artificielle, surabondance de données, travaux de qualités hétérogènes confondus... Comment faire pour informer la population sans la désinformer en même temps? L'EPFL a hébergé la deuxième journée, mettant en valeur le *Open Research Data*. Ce principe prône la transparence des données et une collaboration entre chercheur-se-s de différentes disciplines. Les *Open Educational Resources* (ressources

éducatives libres) ont été mises à l'honneur durant la troisième journée, présidée par la HEP Vaud, où le partage de méthodes d'enseignement améliorant l'apprentissage a été discuté. Les *Open Science Days* étaient entièrement gratuits et ouverts à tou-te-s afin de discuter de sciences ouvertes.

Une science du peuple

La quatrième et dernière journée, à laquelle *L'auditoire* a eu la possibilité d'assister, a porté sur les sciences citoyennes, ou participatives. Accueilli par l'Unil, l'événement s'est déroulé dans les anciens bâtiments de l'université, au palais de Rumine. Des intervenant-e-s ont discuté de la manière d'impliquer chaque habitant-e dans le processus de recherche dans un objectif de démocratisation du

savoir. Tania Jenkins, responsable du projet coFish, a notamment souligné qu'il fallait «créer un langage avec un respect commun»; ce respect est nécessaire à la collaboration entre scientifiques et non-scientifiques, et aide à éviter un sentiment de supériorité ainsi que des malentendus qui ne manquent pas d'arriver. Les populations concernées, spécialistes de leur propres vécus, ont en effet leur mot à dire dans l'élaboration des projets; cela permet d'assurer leur efficacité. À l'aube de la rentrée universitaire, ces quatre journées ont ainsi permis de réfléchir à la place de la recherche réinsérée au sein de la société, plutôt qu'isolée dans sa tour d'ivoire. •

Alice Côté-Gendreau

Tu démarres d'où(x)?

MOBILITE • Ça roule, ta rentrée? PubliBike ou encore PointVélo sont là, toujours à tes côtés. Plusieurs services vélo sont à disposition pour tout-e-s les membres de l'Unil-EPFL afin de rendre leur trajet au travail plus durable grâce à la mobilité douce.

Deux roues, un volant à cocottes, une selle et un cadre qui le tient, et vous voilà sur votre ami roulant, filant dans les rues au travail ou aux études dans la fraîcheur du matin, et porté-e-s par le souffle du vent. Cette manière de se rendre sur le campus séduit de nombreux-ses membres de l'Unil; elle compte environ 10% des adhérent-e-s, comme le montre l'enquête sur les pratiques de mobilité à l'Unil en 2023. En effet, se déplacer en douceur et de manière durable apporte de nombreux bienfaits. Ainsi, le trajet à vélo permet d'intégrer dans son quotidien une activité physique régulière et modérée, ce qui, à son tour, fait fuir les risques de maladie cardiovasculaire, coronarienne, le diabète et les maladies cérébrales. On note aussi que la pratique du cyclisme, maintenue et intégrée à un rythme de vie sain, réduit également les risques de cancer de 15 à 40%. De plus, cela fait beaucoup de bien à la planète, mais permet également



d'apprendre à mieux la connaître. Ainsi, le vélo peut faire varier les plaisirs. Par exemple, faire du VTT dans la forêt est une activité sportive permettant de se sentir en harmonie avec la nature. Il est possible de retrouver le règlement et les parcours de VTT autorisés sur le site officiel de l'État de Vaud. Pourquoi donc ne pas tenter d'explorer les routes forestières?

L'essayer, c'est l'adopter!

Les infrastructures pour le vélo sur le campus

Pour revenir aux espaces plus construits, mais qui ne manquent pas de verdure, le Campus de Dorigny et l'Esplanade d'EPFL fournissent à leurs habitué-e-s – et à leurs nouveaux-elles adeptes – l'équipement nécessaire pour se mettre au cyclisme. Par exemple, PointVélo à l'EPFL, ou encore l'Atelier Vélo à l'Unil, se chargent des soucis mécaniques, tandis que Carvelo2go peut servir au transport d'objets volumineux. Enfin, les vélos du PubliBike tâchent d'amener leurs hôtes temporaires jusqu'à leur destination. Pour s'y intégrer doucement, les offres semestrielles de PubliBike s'élèvent à seulement vingt-cinq francs pour la communauté universitaire. Enfin, il est possible de participer aux nombreuses initiatives ayant pour but de nous encourager à avaler des

kilomètres, et à améliorer notre karma et notre santé à des prix attractifs.

Cette manière de se rendre sur le campus séduit de nombreux-e-s membres de l'Unil

Bike to work est l'une d'entre elles, et aura lieu au printemps prochain. Il s'agira d'une action nationale, où tout-e-s les cyclistes seront invité-e-s à se rendre sur le campus à vélo, puis à comptabiliser leurs points en fonction des kilomètres roulés et des jours de participation. De quoi donner envie de chevaucher sa bicyclette! •

Olga Matveeva

La tête dans les étoiles

EXPLORATION SPATIALE • Début septembre, la capsule Starliner est revenue sur Terre sans ses occupant-e-s, les laissant dans la Station Spatiale Internationale pour au moins huit mois, alors que leur mission devait durer huit jours. Mais alors, que feront ces astronautes durant tout ce temps?

La Station Spatiale Internationale (ISS), au cours de ses 25 ans d'existence, a déjà abrité plus de 270 astronautes. Ce colosse technologique, long d'un peu plus de 100 mètres et large de 50, est alimenté par des panneaux solaires couvrant une surface de 2'200 m² et des missions de ravitaillement régulières permettent d'amener tout le nécessaire à la survie des astronautes durant leurs missions.

Les missions durent généralement quelques mois

La station peut accueillir jusqu'à 13 personnes simultanément. Les

missions durent généralement quelques mois, et visent à chaque fois à mener une nouvelle série d'expérimentations sur des objets d'études très variés, allant de la biologie ou la santé humaine à l'astronomie ou l'étude des ondes. Ces dernières années, les recherches menées à bord de l'ISS ont notamment permis l'élaboration d'une nouvelle génération de scanners médicaux, plus petits et compacts, permettant d'exposer les patient-e-s à des doses de radiations plus faibles et localisées. Dans un tout autre domaine, le suivi des températures et des flux d'eaux depuis la station permet déjà d'identifier et prévenir des chaleurs extrêmes dans les villes ou de mieux répartir les ressources en eaux dans les champs.



Et au quotidien?

Toutes ces expériences remplissent déjà une bonne partie de la journée de nos astronautes, mais elles ne constituent pas leur unique tâche. Chaque jour, plusieurs heures sont consacrées à des exercices physiques, afin que les muscles ne s'atrophient pas trop. Les temps de repos sont aussi des moments importants afin de ne pas surmener ces hommes et ces

femmes confiné-e-s dans un espace restreint durant plusieurs semaines, voire mois. Une bonne partie de leur temps est également consacré des expérimentations destinées à rendre les futurs voyages spatiaux le plus agréable possible. Car c'est là l'un des objectifs qui motivent les agences, les nations et les équipes: les prochaines courses à l'espace se feront sans doute dans le but d'installer des humain-e-s sur la Lune ou de se poser sur Mars, impliquant des voyages longs et périlleux. Malgré leurs coûts, plusieurs Etats ont annoncé ces dernières années leur volonté de préparer ces futures Odyssées spatiales. •

Nicolas Hejda

Entre l'eau et nous

JARDINS 24 • Pour sa septième édition, Lausanne Jardins a installé des créations naturelles, artistiques et architecturales mettant à l'honneur la place de l'eau dans la ville. L'auditoire vous propose une balade sur les rives du Léman, d'une rivière à l'autre.

Lausanne Jardin est «une manifestation paysagère» prenant place chaque cinq ans, explique Monique Keller, Commissaire de Jardins 2024. Son objectif est de repenser la végétalisation des villes et notre rapport à la nature en milieu urbain. Lausanne faisant partie du bassin versant du Léman (autrefois lac de Lausanne), l'eau a fortement influencé son développement. Son nom même l'illustre: le suffixe celtique *-onna*, de l'ancien nom *Lausonna*, signifie «cours d'eau». Au fil des années, notre relation à l'eau a fortement évolué, en parallèle avec l'aspect des rives du lac; moins de 3% du rivage est encore sauvage, selon la Commission internationale pour la protection des eaux des Lémans (CIPEL). Le reste a été construit et minéralisé pour diverses installations, du traitement des eaux aux activités sportives en passant par les terrains privés.

De la Venoge à la Vuachère

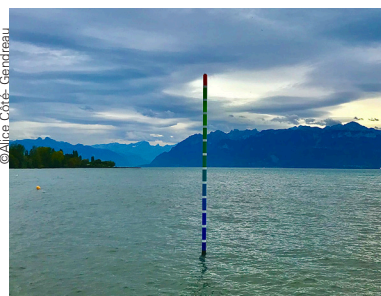
Parmi celles et ceux qui foulent le sol

du quartier du Flon, qui sait ce qui se cache sous le béton? Le Flon est en réalité un cours d'eau qui traverse la ville, désormais enterré sous les pavés et dirigé vers le centre d'épuration de Vidy.

Qui sait ce qui se cache sous le béton du Flon?

Le jardin B09, *Rives oubliées*, met en lumière son delta d'autrefois, qui rejoignait le Léman comme la Chamberonne et la Vuachère le font encore. Le parcours débute près du campus, à *La Rivière augmentée* (A01), qui propose une expérience sensorielle le long d'un sentier serpentin suivant le cours naturel de la Chamberonne, maintenant droite. Le son de l'eau y est amplifié et donne l'impression d'être submergé-e. En longeant la rive vers Ouchy, on aperçoit le jardin B06, *Recto-Verstant*. C'est un mât coloré marquant l'évacuation

des eaux épurées et de pluie dans le lac. Un court-métrage effectué par Jardins 24 retrace d'ailleurs le cycle de l'eau depuis la pluie dans les rues de Lausanne jusqu'aux glaciers alpins. Sans parole, ses images méditatives invitent à la réflexion et nous transportent comme une goutte d'eau dans son périple entre urbanisme et nature sauvage. Le Léman ne se limite cependant pas à ses rives ni à ses affluents. Il se fonde dans le littoral et son bassin comporte plusieurs nappes phréatiques qui s'étendent sur plusieurs kilomètres carrés, formant un réseau souvent



oublié. Les canalisations souterraines, véritables merveilles d'ingénierie, permettent à l'eau de faire un aller-retour entre le lac et la ville, avec une escale à la station d'épuration. L'installation *L'Eau sous nos pieds* (C06) sort de terre les tuyaux tentaculaires qui peuplent nos souterrains. Le système lausannois fonctionne en effet en cercle fermé. Nous puisons l'eau du lac pour la rejeter après utilisation, d'où l'importance de se rendre compte de notre consommation. Celle-ci est illustrée par une rangée de cuvettes de toilettes, au jardin A05, où chacune d'elles nous lance un cri du cœur: *Traite-moi bien!* Jusqu'au 15 octobre, vous pourrez découvrir le Léman d'un autre œil grâce à cette exposition à ciel ouvert, constituée d'une quarantaine de jardins accessibles à tous-tes que vous avez sûrement remarqués au cours de l'été. •

Alice Côté-Gendreau

Ce gel qui soulage les femmes

SANTÉ • Surnommée le «caméléon» des maladies gynécologiques, l'endométriose est au cœur d'un dispositif innovant qui promet de soulager les nombreuses femmes souffrant de cette maladie.

Une femme sur dix en âge de procréer souffre d'endométriose, une maladie encore mal comprise qui se manifeste par des douleurs intenses, notamment lors des règles ou des rapports sexuels. L'endométriose est causée par la présence de fragments d'endomètre, la muqueuse utérine, qui se déplacent et provoquent une inflammation anormale, créant un phénomène de menstruation rétrograde. Cependant, en raison de symptômes variés et de tabous persistants, cette maladie reste souvent sous-diagnostiquée.

Un implant révolutionnaire?

Face à ce problème, les recherches et innovations en termes de santé féminine, portée par le secteur des Femtech, se développent petit à

petit, attirant également l'intérêt d'investisseur·euse·s. Dans ce contexte, des chercheur·euse·s de l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) et de l'Empa, le Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche, ont mis au point un hydrogel novateur.

Cette maladie reste souvent sous-diagnostiquée

L'objectif: boucher les trompes de Fallopes pour éviter la propagation de sang qui provoque des douleurs souvent chroniques et résistantes. L'enjeu est que l'implant en gel soit suffisamment souple pour ne pas être perçu comme un corps étranger

et qu'il puisse être inséré dans les trompes par une procédure non-invasive, et ainsi se dilater au contact de liquides corporels. Testé d'abord en laboratoire, puis sur un modèle animal, cet implant promet d'être une solution efficace. Il viendrait donc compléter les options thérapeutiques existantes, qui varient bien évidemment selon les cas et les buts recherchés, allant de la chirurgie laser à l'hormonothérapie.

Innovation multidisciplinaire

À l'origine, ce projet d'implant en hydrogel visait à créer un nouveau moyen de contraception. Cependant, au fil des échanges entre chercheur·euse·s et gynécologues, l'idée a émergé que cette technologie pourrait être utile pour prévenir l'endométriose. En combinant la



science des matériaux, l'ingénierie et la gynécologie, cette innovation nous laisse espérer un avenir où la santé sexuelle et reproductive des femmes ne sera plus reléguée au second plan. •

Alexandra Bender

Les lacs suisses se réchauffent

ENVIRONNEMENT • Alors que le réchauffement climatique continue de s'accélérer, les lacs suisses voient leur température considérablement augmenter. Cette évolution représente une grave menace pour des écosystèmes déjà fragilisés.

En plein mois d'août, les températures sont souvent caniculaires. Le monde se presse alors au bord du lac, seul endroit qui semble pouvoir rafraîchir. Malheureusement, les grands lacs suisses, comme les baigneur·se·s qu'ils accueillent, surchauffent: 26°C dans le Léman, 27°C dans le lac de Zurich et même 28°C dans celui de Lugano. Ces températures, proches des records enregistrés l'année passée, inquiètent bien plus les scientifiques que les nageur·se·s. En effet, ces étendues d'eau cachent en réalité une dégradation écosystémique importante dans leurs profondeurs.

Les poissons fuient le fond

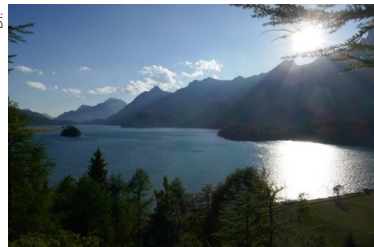
Avec les étés de plus en plus chauds et les hivers de plus en plus doux que le réchauffement climatique inflige à la Suisse, le cycle naturel des lacs est complètement déréglé. Alors que la fraîcheur du sol lacustre permet en hiver un brassage intégral de

l'eau, ce dernier est aujourd'hui menacé par ce phénomène, impliquant une stagnation aquatique sur le temps long et une détérioration des conditions de vie, principalement dans le fond du bassin géographique. Ainsi, la concentration d'oxygène en profondeur baisse considérablement et les poissons friands de fraîcheur ainsi que les invertébrés sont obligés de remonter en surface pour respirer. L'écosystème prospère est complètement perturbé et fragilisé par un réchauffement ambiant de seulement quelques degrés.

L'écosystème prospère est complètement perturbé et fragilisé

Les cyanobactéries en surface

Mais la vie en surface n'est pas plus facile, puisque la température,



atteignant les 25°C en été, permet la prolifération impressionnante d'algues, dont les images font le tour de la Suisse chaque année. Les animaux comme l'omble chevalier, ainsi menacés dans leur habitat, sont donc forcés de se déplacer, voire de définitivement quitter les lacs suisses pour se réfugier dans des milieux viables. Cet appauvrissement de l'écosystème contraste avec l'émergence d'un autre organisme vivant: les cyanobactéries. A l'aise dans les eaux à température élevée, ces dernières se développent rapidement, formant des marées vert-bleu à la surface du lac et devenant de facto des menaces pour

l'environnement. En effet, leur présence est souvent massive et plusieurs espèces produisent des toxines nocives pour l'humain et mortelles pour les petits animaux. Heureusement, les solutions pour résoudre cette problématique grandissante en Suisse sont légion. Elles sont tout d'abord préventives, en évitant les lieux contaminés par les cyanobactéries, mais elles sont surtout bien plus globales. En effet, lutter contre le dérèglement climatique à notre échelle, c'est aussi essayer de limiter le réchauffement des lacs suisses. Soutenu·e·s par des mesures étatiques et internationales drastiques, nous pourrions peut-être à nouveau nous baigner dans une eau à seulement 18°C en été, au malheur des baigneur·se·s frileux·ses mais au bonheur des poissons. •

Simon Zbinden

Sponsoring et sportswashing

JO 2024 • Un rapport du Think Thank (New Weather institute) a classé les sponsors des JO 2024 selon leurs empreintes carbone. L'étude dénonce la pratique du «Sportswashing», le fait pour ces entreprises de profiter de l'effet médiatique positif des JO pour redorer leur blason. Les Jeux olympiques doivent-ils revoir leur politique de partenariat en tenant compte des pratiques environnementales des sponsors?

Le rapport, publié le 22 juillet dernier, révèle une tendance alarmante parmi les sponsors des Jeux olympiques de Paris. En effet, ce dernier stipule que certaines des entreprises les plus émettrices de gaz à effet de serre, comme Toyota, Procter & Gamble ou encore Samsung, utilisent l'événement pour pratiquer ce que l'on nomme le *greenwashing* sportif, ou «*sportswashing*». Cette pratique permettrait à ces

entreprises de tirer parti de la visibilité médiatique des Jeux olympiques pour améliorer leur image et réputation, malgré leur impact au niveau environnemental. Cette exploitation médiatique de la part d'entreprises hautement polluantes soulève donc des critiques.

Le sponsoring: un outil à double tranchant?

Le parrainage publicitaire est un outil indiscutable pour renforcer la notoriété et la perception positive d'une marque, mais il peut aussi ternir son image, et par le même biais, celle des Jeux olympiques. A ce propos, le rapport rappelle qu'à une époque, les événements sportifs ont dû couper les liens avec l'industrie du tabac, car accepter cet argent allait à l'encontre des valeurs de santé qu'ils

prétendaient promouvoir. Aujourd'hui, des voix s'élèvent pour que l'argent des grands pollueurs soit également banni, car il compromet les valeurs et les objectifs mêmes de cet événement d'envergure mondiale.

Des voix s'élèvent pour que l'argent des grands pollueurs soit également banni

Scepticisme grandissant face à des pratiques

Le décalage entre les valeurs olympiques — comme le respect et l'excellence — et les pratiques polluantes des sponsors suscite un malaise. Toyota, par exemple, qui

génère des émissions supérieures à celles du pays ayant accueilli les Jeux en 2024, illustre ce paradoxe. Certain-e-s athlètes, comme Jennifer Casson et Rhydian Cowley, s'élèvent contre ce discours contradictoire, appelant à des engagements réels plutôt que des stratégies de communication vertes. Bien que le *sponsoring* puisse offrir aux entreprises une image positive à court terme, la méfiance des consommateurs et des militant-e-s ne cesse de croître. Il se pourrait donc qu'à long terme les entreprises ainsi que les événements sportifs qui ne mettent pas en pratique leurs promesses perdent en crédibilité. •

Jéssica Sousa



JO 2024: genre et polémique

JO 2024 • Imane Khelif, boxeuse médaillée d'or en boxe aux JO 2024, a vu son genre se faire remettre en question en raison de son taux de testostérone élevé, se retrouvant ainsi prise dans une polémique mêlant sexisme, racisme et transphobie.

À la suite de l'abandon de la boxeuse italienne Angela Carini après seulement 46 secondes de combat, Imane Khelif s'est vue accuser par son adversaire d'être «un homme combattant des femmes». Après le combat, Carini déclare n'avoir «jamais été frappée aussi fort de [sa] vie». C'est cette affirmation, mêlée au physique androgyne de la boxeuse, qui va faire pousser des personnalités publiques telles que Matteo Salvini, J.K. Rowling ou encore Elon Musk à répandre cette rumeur en publiant sur les réseaux des propos transphobes remettant en question le genre et la performance

d'Imane Khelif. Par la suite, Imane Khelif défend son éligibilité en déclarant: «Je suis née femme, j'ai vécu en tant que femme et j'ai concouru en tant que femme.»

Une catégorisation des corps

La boxeuse, dû à son taux de testostérone, a été disqualifiée une première fois alors qu'elle s'apprêtait à aller en finale lors des championnats du monde de boxe amateur à New Delhi. La Fédération internationale de boxe (IBA) la disqualifie pour non-respect des critères d'éligibilité, les détails du test étant restés confidentiels. Le Comité international olympique (CIO) se positionne contre ces tests et valide sa participation. C'est en 2011 qu'une régulation pour l'hyperandrogénisme est mise en place. Ce nouveau standard exclut de la catégorie femmes celles ayant un taux de testostérone supérieur à la moyenne des hommes puisque ce critère est perçu comme un avantage

menaçant l'égalité des concurrentes. Cette catégorisation des corps aux critères eurocentrés, créée au nom de l'équité, génère pourtant une politique d'exclusion de certaines femmes.

«J'ai vécu en tant que femme et j'ai concouru en tant que femme»

Le début des tests de genre, réalisés uniquement sur les femmes, remonte à 1946, avec l'IAAF et le CIO qui réclament un certificat médical attestant la féminité des athlètes. Dans les années 70, la garantie de l'équité est définie par les chromosomes XX pour la catégorie femme et XY pour la catégorie homme. Par la suite, il apparaît rapidement que certain-e-s athlètes ne peuvent pas être catégorisé-e-s selon les critères utilisés par ces tests.

Un schéma qui se répète

Imane Khelif n'est en effet pas la seule athlète féminine à avoir vu son identité de genre questionnée. Caster Semenya, Margaret Wanhui, Evangelina Makena et Dutee Chand sont toutes des femmes racisées ayant subies la même polémique dans une compétition répondant aux valeurs associées au masculin. La remise en cause de l'appartenance à la catégorie «femme» de celle-ci contribue à invalider leurs performances, une manière de les rendre moins menaçantes ainsi que de les déshumaniser. Imane Khelif, en remportant cette médaille d'or, devient donc une source d'inspiration pour les jeunes athlètes féminines racisées, constituant un exemple de réussite malgré les obstacles de la discrimination. •

Lola Berchet



Alliance entre art et associatif

RENCONTRE • Depuis trois ans, chaque été, la plage d'Yverdon accueille *Festifree*, un festival artistique et humanitaire. Offrant une programmation riche en musique, spectacles et tables rondes, il aborde chaque année un nouveau sujet tabou. L'auditoire a eu la chance de rencontrer sa directrice, Xélia Froidevaux, étudiante au *National Centre for Circus Arts* à Londres.

Xélia Froidevaux, comment avez-vous créé *Festifree* à seulement 19 ans?

Tout a commencé avec mon travail pratique de fin de gymnase sur l'excision féminine, qui m'a conduite à lancer une campagne de prévention. Ce projet a attiré l'attention de l'association *excision parlons-en*, qui m'a ensuite proposé de devenir une de ses ambassadrices. Plutôt que de me limiter aux réseaux sociaux, j'ai envisagé un projet plus grand: la création d'un festival. C'est ainsi que j'ai lancé un appel à la formation d'un comité via Instagram. Depuis l'âge de 4 ans, je fais du cirque, et l'art a toujours été pour moi un moyen d'expression puissant. C'est donc naturellement que l'idée d'un festival artistique pour sensibiliser à l'excision m'est venue.

Quels sont les principaux objectifs de *Festifree*?

Festifree est une association à but non lucratif, les bénéfices du festival sont donc reversés à une association en lien avec le thème de l'année. Notre but premier est donc de soutenir une cause et de faire parler d'un sujet tabou. Le festival promeut différentes formes d'art et ce qui nous tient particulièrement à cœur c'est que tout le monde s'y sente bien. Ce que nous créons est une expérience offrant un vaste échange entre des générations et des cultures différentes autour de ce qui, selon moi, réunit les humains: l'art.



Quel est, selon vous, le pouvoir de l'art?

Je crois que c'est un des moyens de communication les plus forts, qui met sur la scène ce qu'on veut cacher. L'art est fait pour déranger, il faut donc l'utiliser pour agir. Lorsqu'on voit les émotions que suscitent certaines œuvres, on réalise le pouvoir



transformateur de l'art. Pendant la deuxième édition, sur le thème de la santé mentale, l'équipe *studioleszarts* a présenté une danse sur la schizophrénie qui a profondément touché le public. Je suis convaincue que ce spectacle a changé le regard des spectateur·ice·s sur cette maladie, en ouvrant la parole et en combattant la stigmatisation. C'est dans ces moments, quand les gens sont confrontés à leurs émotions, qu'ils·elles sont poussé·e·s à réfléchir.

Comment le festival parvient-il à allier art et action associative?

C'est effectivement un défi, mais c'est ce qui fait l'originalité de notre festival. *Festifree* se distingue des autres festivals en proposant non seulement un moment festif, mais aussi un espace de dialogue à travers des tables rondes avec des professionnels et des spectacles de danse ou de cirque.

Quand les gens sont confrontés à leurs émotions, ils-elles réfléchissent

Lors de la deuxième édition, nous avons organisé un atelier créatif d'écriture de rap en lien avec la santé mentale, ce qui avait permis d'attirer un public plus jeune et d'ouvrir différemment la parole sur le sujet. Nous avons aussi eu la chance d'accueillir un atelier d'art thérapie pour

encourager les personnes à parler de leurs émotions.

Quel projet inattendu est né d'une collaboration entre un artiste et une cause?

Cette année, pour la troisième édition, axée sur le thème de l'enfance, nous avons eu la chance d'accueillir le rappeur genevois Di-Meh. Il n'était pas évident qu'un événement de ce genre l'intéresserait, car cela change de ses habitudes, mais il a adoré l'ambiance familiale et a fait vibrer le public. Notre priorité est de prendre soin de nos artistes et de faire de cet événement un véritable moment de partage.

Si vous pouviez inviter n'importe quel artiste, qui choisiriez-vous et pourquoi?

Sans hésiter, je choisirai le chanteur Luidji. Il m'inspire beaucoup par sa proximité avec son public et la manière dont il crée une atmosphère intime. Il pourrait créer une ambiance de petite bulle confortable. Son univers correspond parfaitement à la philosophie de *Festifree* et son concert offrirait un moment de thérapie pour le public.

Y a-t-il eu un moment qui vous a particulièrement émue?

Je crois que ce n'était pas un spectacle ni un concert, mais lors de la première édition, c'est-à-dire des débuts de *Festifree*, un médecin gynécologue est venu et a déposé 500 francs de dons. Il nous a ensuite remerciés de mettre le sujet de l'excision sur le devant de la scène. Cela

m'avait touchée de voir qu'un professionnel avait compris ce que nous faisons et souhaitait soutenir la cause du festival.

Pouvez-vous nous donner un indice sur le thème de la quatrième édition?

Plus le festival grandit, plus nous pouvons obtenir le soutien de plus grands sponsors qui sont prêts à soutenir des causes plus connues. L'année prochaine, nous souhaiterions travailler avec le CHUV sur le cancer du sein, si cela est possible. Rien n'est encore sûr, mais on y travaille.

Notre but premier est donc de soutenir une cause et de faire parler d'un sujet tabou

Pour finir, si vous deviez choisir trois mots pour décrire *Festifree*, lesquels seraient-ils?

Je dirais: courage, car il en faut pour monter ce genre d'association; douceur, car les gens s'y sentent enveloppés; et différence, car *Festifree* se distingue par l'alliance unique entre l'art et l'engagement associatif. •

Propos recueillis par Sarah Pfitzmann

Pour plus d'informations: https://www.instagram.com/festi_free/

Une nouvelle ère narrative?

PODCAST • Ces véritables petites séries audio sont depuis déjà quelques années considérées comme étant un nouveau format révolutionnaire. Mais que sont-elles réellement et qu'apportent-elles concrètement au monde de la narration?

Le nouveau format fait son apparition au début des années 2000 grâce à l'influence montante de la radio et à la popularisation de la consommation des contenus audio. À une époque où les gens cherchent de plus en plus à créer par eux-mêmes, les *podcasts* émergent comme un nouvel outil incontournable. En effet, chacun-e peut raconter ce qu'il-elle veut, que ce soit pour défendre une idée, raconter une histoire, partager une passion, ou alors encore lire un livre. À cette liberté créatrice s'ajoute la facilité de diffusion. Les podcasts sont à l'audio ce que les blogs sont à l'écrit, un nouveau moyen de partager rapidement et de manière moins formelle à un public intéressé. Le terme à sonorité anglaise «*podcast*» est ce que l'on nomme communément un

«mot-valise», soit un mot composé d'une combinaison de plusieurs mots.

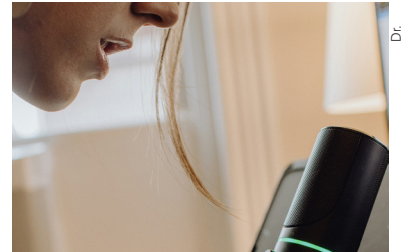
À cette liberté créatrice s'ajoute la facilité de diffusion

De fait, il vient de l'association des termes «iPod» (un lecteur audionumérique de la marque Apple) et de «broadcast» (qui veut dire diffusion). Ce nom reflète donc parfaitement l'idée que l'on a actuellement d'un podcast: un format audio qui peut être diffusé partout et entendu de tous-tes.

La numérisation de la narration

Dans un monde où tout tend à se numériser, d'autres formats, tels que

les livres ou les journaux papier, perdent en popularité. Souvent considérés comme étant trop encombrants ou peu pratiques, ils sont peu à peu délaissés, voire remplacés. Par conséquent, les podcasts offrent des solutions efficaces aux inconvénients de ces ouvrages. En outre, par leur dimension orale, ils apportent un nouveau sens aux textes et aux histoires. L'intonation du-de la narrateur-riche donne une forme plus vivante au texte. À cela s'ajoute le changement notable de position de la personne qui écoute. Celle-ci se voit passer d'une stature active, où elle lit et doit se concentrer, à une position plus passive, où elle écoute le récit qui lui est narré. Ce changement est par ailleurs l'un des avantages. Cela apporte une dimension de repos, une petite pause dans



un quotidien toujours plus chargé et minué. Bien loin de remplacer les livres et les autres formats de lecture, les *podcasts* proposent une alternative plus moderne qui offre une véritable bouffée d'air frais au monde de la narration. •

Shania Theiler

La poésie inspire le peuple

IRAN • Si la poésie persane rayonne dans le monde par sa beauté, elle représente aussi un véritable contre-pouvoir dont la force d'évocation inspire les mouvements contestataires.

«*I am Dawn and I tear the hijab of the night.*» C'est par ces vers que la poétesse canado-iranienne Bānoo Zān achève le poème *Dawn*, dans lequel elle raconte l'agression puis l'arrestation de l'écrivaine Sepideh Rashnu. La jeune femme – dont le prénom signifie «aube» – a été attaquée dans un bus de Téhéran en juillet 2022 par une femme lui reprochant le port incorrect du *hijab*. Deux mois plus tard, à la suite de la mort de Jina Amini, des manifestations d'ampleur nationale éclatent dans tout le pays; dans la société iranienne mature encore aujourd'hui le projet d'une révolution démocratique, auquel Zān dédie un recueil de poèmes révolutionnaires.

La poésie, critique moderne

Si certain-e-s poètes persan-e-s du Moyen-Âge utilisaient déjà la poésie de façon critique, il faut attendre la fin du système de patronat – qui liait les poètes (majoritairement masculins) à un notable, à un roi ou à un sultan

– pour que la poésie, qui jusqu'alors relevait de l'éloge, de la morale et de la mystique, se rapproche de la réalité sociale et devienne un instrument de dénonciation, ayant pour but de provoquer un changement social et politique. C'est ainsi qu'au tournant du XXe siècle les poètes prennent la liberté de s'exprimer sur le devenir de leur pays en pleine transformation. Toutefois, cette période voit toute une tradition de poésie critique féminine réprimée, les femmes n'ayant que rarement la possibilité de faire éditer leurs textes.

Les poètes s'expriment sur le devenir de leur pays

Parmi les heureuses exceptions figurent les poèmes de Parvin E'tesami, dont certains comme *Nous sommes toujours debout* «*Bazestadeheem*» qui dénonce la domination patriarcale, sont

redécouverts et inspirent le mouvement de protestation actuel.

Des armes politiques

En 1968, l'*Association des Auteurs d'Iran* (Kanun-e Nevisandegan-e Iran, KNI), soit le premier syndicat d'écrivain-e-s du pays, est créée. Outre son combat contre la censure du régime du Shah, l'association soutient les mobilisations citoyennes, qu'elle documente dans ses périodiques. Cette dernière organise, dès 1977, des *dah shab*, des sessions de lectures publiques ouvertement politiques et accusatrices, réparties sur dix nuits. Plus de dix mille personnes ont assisté au premier jour de la première édition. Les poètes sont écouté-e-s comme des tribuns; mais leurs vers et images se diffusent davantage une fois mis en chanson et passés à la radio. Si la censure, elle, ne détecte rien, le public, lui, désormais averti, saisit la référence cachée à la répression politique, dans les replis des métaphores.



wFemmes, Vie, Liberté

Aujourd'hui, les manifestations du mouvement *Femmes, Vie, Liberté* (*Zan, Zendegi, Azadi* en persan et *Jin, Jyan, Azadi* en kurde), qui doit son slogan au mouvement national kurde, sont traversées de références poétiques et littéraires. Le fait de se couper les cheveux, par exemple, est un geste de protestation déjà dans le *Shahnameh* de Ferdowsi. Ainsi, une révolution culturelle comme celle-ci peut aussi puiser sa force dans les images du passé, pour peu qu'elle les réinvente. •

Anthony Gérard

Vinyles, pas si séniles !

MUSIQUE • Bien que les plateformes de *streaming* aient gagné en cote ces dernières années, avec une facilité d'accès et des options toujours plus attrayantes, les disques en vinyle connaissent aujourd'hui un regain de popularité.

Depuis plusieurs siècles déjà, les progrès techniques dans le secteur musical n'ont cessé de s'accroître. Dans l'industrie du disque, le son a notamment pu se détacher du cylindre phonographique (1877), de la cassette audio (1963), ou encore du CD (1993), pour devenir accessible en quelques clics sur notre smartphone. Toutefois, la précision quasi chirurgicale du numérique ne parvient tout de même pas à gagner le cœur de tous les mélomanes, pour qui les nuances et textures sonores du vinyle donnent vie à une réelle richesse musicale.

Un support de choix

Les imperfections et crépitements de la sonde sonore, elle aussi inhérente à l'usage du sillon, séduisent également les auditeur·ice·s qui en considèrent l'écoute d'autant plus authentique et vivante. Qu'il s'agisse d'acoustique ou de couleur sonore (soit la qualité sonore spécifique issue du modèle de la platine et du diamant), les disques noirs semblent offrir une expérience audio bien distincte du numérique. Sans permettre une praticité d'écoute optimale, ils conservent tout de même leur place au premier plan auprès de beaucoup d'adeptes.



Une expérience modulable

Tout le charme du disque vinyle réside également dans sa matérialité et sa capacité à être adapté aux envies de l'auditeur·ice. De fait, chacun·e choisit sa platine, sa bobine, son diamant ainsi que tous les accessoires nécessaires à l'écoute de son vinyle. C'est à travers ses choix qu'il est possible de se créer un équilibre artistique propre à l'écoute parfaite. Cependant, au-delà de tous ces réglages et de cette

flexibilité, posséder une platine requiert une rigueur toute particulière. En effet, les plus infimes particules, comme la poussière, ou les traces de doigts menacent d'altérer la qualité du matériel. Chaque utilisation est donc particulièrement tactile et rituelle : sortir le disque de sa pochette, le disposer délicatement sur la platine, positionner le bras ; ce sont toutes ces manipulations minutieuses qui permettent un lien tangible fort avec la musique. Ce sont les contraintes du vinyle qui font son charme. Les auditeur·ice·s les plus consciencieux·es, qui estiment les vinyles comme des objets particulièrement sacrés, n'écourent même pas les modèles qu'ils prennent tant de soins à sélectionner chez le discaire. De fait, certain·e·s préfèrent les conserver comme objets décoratifs, soulignant ainsi les chefs-d'œuvre que sont leurs «disques noirs».

Le rétro, renouveau ?

Les galettes noires, qui ont suscité un nouvel engouement vers la fin des années 2000, continuent de séduire un large public pour leur polyvalence. En effet, nombreux sont les labels qui ont pris l'habitude de sortir des petits pressages vinyles des derniers albums qu'ils proposent sur le marché du disque.

Ce sont les contraintes du vinyle qui font son charme

Aujourd'hui, le charme vintage et la commodité technologique ont été combinés au profit des propriétaires de vinyles, qui peuvent notamment lire leurs titres en Bluetooth ou les télécharger en version MP3. Ainsi, que vous soyez audiophiles, collectionneur·euse·s d'objets vintage ou simples curieux·es, l'industrie du disque saura certainement vous séduire ; ne serait-ce que pour quelques tours. •

Noëllie Litzler

Au fil des oeuvres : Créer, entre folie et génie

ART • De l'artiste maudit·e au·à la génie incompris·e, nombreux sont les qualificatifs qui associent l'acte de création à une forme de mal-être. Ce dernier est-il pour autant symptomatique d'une créativité exceptionnelle ?

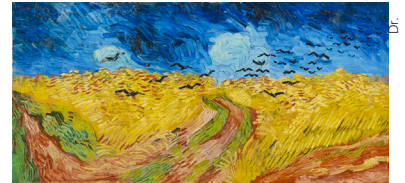
«Il n'y a pas de génie sans un grain de folie», affirmait Aristote dans sa *Poétique*. Depuis l'Antiquité grecque, la thèse d'une corrélation entre folie et génie constitue un véritable mythe, reprise au XIXe siècle par le romantisme, puis par le surréalisme au XXe siècle, alimentant les fantasmes autour de la figure de l'artiste.

Des œuvres en miroir de la maladie

Plusieurs noms célèbres ont fait l'objet de spéculations quant à la fragilité et l'instabilité de leur santé mentale, comme Van Gogh, dont la relation épistolaire avec son frère nous livre des éléments de sa personnalité et de son tempérament tourmenté. Un désespoir a d'ailleurs été régulièrement interprété dans certaines œuvres du peintre, par l'agitation qui s'en dégage, à l'instar de *Champ de blé aux corbeaux*, réalisé peu de temps avant son suicide, à l'âge de 37 ans. En littérature, dans le recueil *Une saison en enfer*, Rimbaud cherche à s'affranchir du carcan de la raison et à explorer des ressentis insoupçonnés en poésie, au moyen d'hallucinations. Des troubles que Maupassant connaît également à la fin de sa vie ; atteint de la syphilis, l'écrivain est en effet en proie à de nombreux délires et autres symptômes psychiatriques semblables à ceux dépeints dans sa nouvelle fantastique intitulée *Le Horla*, dans laquelle le narrateur est traqué par une créature invisible éponyme. À travers les mots et les tableaux, les maux ont ainsi sublimé les créations de ces artistes, les élevant à la postérité, malgré une destruction à la fois psychique et physique.

Être dément·e, gage de talent ?

Une étude génétique islandaise, publiée en 2015 dans la revue britannique *Nature Neuroscience*, a démontré qu'il existe bel et bien un lien entre les métiers créatifs et certaines pathologies mentales. Le psychiatre français Raphaël Gaillard, quant à lui, s'intéresse également aux autres membres de la famille des personnes touchées, car ceux·celles-ci sont susceptibles de développer une fibre



artistique. Ces constats méritent cependant d'être nuancés, dans la mesure où les spécialistes s'accordent à dire qu'une trop grande souffrance réduit l'aspiration à créer. La «folie» peut donc réfréner un·e artiste, comme en témoigne le cas de la sculptrice Camille Claudel, qui n'a plus produit aucune œuvre durant les trente dernières années de son internement. D'autres tournent en dérision ce diagnostic, tels que Dalí – au demeurant, controversé par ses prises de position politiques durant la Seconde Guerre mondiale –, qui s'exclamait : «L'unique différence entre un fou et moi, c'est que moi je ne suis pas fou!».

Il existe un lien entre les métiers créatifs et certaines pathologies mentales

Fou-folle pour certain·e·s, génie pour d'autres ; la notion de «folie» demeure ainsi polysémique et subjective. Toujours est-il que des troubles psychiques ont indéniablement stimulé les démarches créatrices de plusieurs artistes, pour lesquelles la maladie s'est avérée être une étape décisive de leur processus. Au-delà de toute considération médicale, cette souffrance a pu, parfois, révéler un désir contraire de liberté. •

Justin Müller

Du théâtre au féminin

RENCONTRE • En mai dernier, *Les Bernardes* ont enflammé la scène de La Grange avec *Médée Superstar*, leur dernière création. Plongez dans les coulisses de leurs pièces puissantes et féministes.

Deux femmes enfermées chez elles, rêvant d'évasion dans *Bernarda*, trois femmes violentes et assoiffées de vengeance dans *Médée Superstar*... Quel est le point commun des personnages féminins de ces pièces de la compagnie *Les Bernardes*? Ce sont quatre artistes suisses romandes qui leur ont soufflé vie: Giulia Belet, Tamara Fischer, Clémence Mermet et Coralie Vollichard. Le premier projet, *Bernarda*, qui inspira le nom de la compagnie, marque le début du quatuor en 2017. Toutes se connaissaient du Conservatoire préprofessionnel de théâtre. C'est dans le cadre d'un projet d'été à l'école des Teintureries de Lausanne qu'elles ont commencé à travailler ensemble sur une réadaptation de *La Maison de Bernarda Alba*, de Federico García Lorca. Alors qu'elles n'étaient même pas encore une compagnie, le projet a été repéré et développé au théâtre 2.21, à Lausanne. «Au départ, nous étions simplement ravies d'avoir été programmées, mais très vite, des questions plus pratiques se sont posées comme: comment assurer nos salaires? Nous avons besoin de construire une compagnie.», raconte Tamara Fischer. Ensemble, elles travaillent harmonieusement. Chacune étant à la fois metteuse en scène et comédienne, elles peuvent s'entraider et se relayer sur les différentes charges du projet. Pour *Médée Superstar* par exemple, c'est Tamara Fischer qui dirige la mise en scène. «C'est un boulot de malade, il faut trouver les fonds, réunir une équipe, diriger les comédiennes, tout gérer», explique Tamara.

Des femmes féroces sur scène

«On monte des spectacles qu'on a envie de jouer», précise la metteuse en scène de *Médée Superstar*. Le théâtre, ayant longtemps été dominé par des hommes, les figures de femmes sur scène manquent souvent de profondeur. Tamara ajoute: «Nous voulons incarner des femmes aussi nuancées que nous le sommes dans la réalité». Ainsi, le point central des pièces des *Bernardes* sont des figures féminines complexes. *Médée*



Superstar n'en fait pas exception. Dans la mythologie grecque, Médée est une mère qui se fait trahir par son amant. Pour se venger, elle tue sa rivale et ses propres enfants. Ce personnage est passionnant, car il bouscule les qualités qui sont associées au genre féminin comme la douceur et l'empathie. Elle transgresse, par la violence, son rôle de mère. Elle fait preuve d'une agressivité presque «masculine», atypique pour les codes de la féminité, où la violence se manifeste plus souvent sous la forme de manipulation ou de séduction. Ni la société, ni la justice ne lui vient en aide quand elle en a besoin, elle rétorque alors par un crime sanglant. Tamara Fischer souligne: «Cela ouvre la réflexion sur comment réagir lorsqu'on est trahi par un système?». Pour la réadaptation à la scène théâtrale, trois monologues ont été commandés à des autrices. L'idée était de créer des «Médées» modernes, des femmes ordinaires, qui confessent leurs crimes sur un plateau télévisé aux spectateur·rice·s.

«Nous voulons incarner des femmes aussi nuancées que nous le sommes»

Dans la pièce, la première femme se venge après avoir témoigné qu'un homme se touchait dans le train à ses côtés (*Dans un autre monde*, de Judith Bordas), la deuxième tue son amant après qu'il l'ait menée en bateau (*Médée Dalida*, de Béatrice Bienville). Enfin, la dernière, une Miss de beauté, commet un meurtre après avoir été manipulée par

l'industrie du mannequinat (*Les Biches*, de Valérie Poirier). Ces vengeances, qu'elles soient amoureuses ou plus abstraites, dirigées contre un système, sont peut-être la réaction aux injustices subies au quotidien.

Pourquoi pas un peu de musique?

Sous les projecteurs et les paillettes, ces Médées sont glorieuses. Le plateau télévisé et la nature des crimes créent un décalage. Ces 'superstars' sont dérangeantes, elles attirent et elles repoussent. Pour Tamara Fischer, il n'est pas question de condamner ni de justifier Médée, mais simplement de l'humaniser et de la comprendre.

«Cela ouvre la réflexion sur la réaction face à la trahison par un système»

Servant d'interludes entre les monologues, des moments musicaux, interprétés en live par les talentueuses comédiennes (sous la direction musicale et les arrangements de Timothée Giddey), offrent une pause et permettent de prendre du recul face aux lourdes confessions de crimes violents. «J'avais envie de rendre le spectacle le plus accessible possible», explique la metteuse en scène, et «que ce soit un divertissement qui inspire la réflexion». Et peut-être vous serez suffisamment inspiré·e·s pour aller voir les prochaines pièces des Bernardes! •

Propos recueillis par Elvire Shirin Akhundov

Chronique Levez les yeux

Street art

Berlin est une galerie en plein air, où le street art transforme chaque rue en une œuvre d'art

La capitale allemande est une véritable toile à ciel ouvert où le travail d'artistes se déploie dans chaque rue. Des tags aux graffitis audacieux, des stickers originaux aux pochoirs méticuleusement réalisés, la ville regorge de formes d'expression artistique uniques. À chaque coin de rue, une nouvelle œuvre se dévoile, mêlant techniques et styles variés, reflétant ainsi le dynamisme et la créativité des artistes de rue berlinois·e·s.

Le street art à Berlin est souvent perçu comme un acte de contestation, tel un miroir critique du pouvoir, du système établi et des événements historiques. Il oscille entre art de rue illégal, comme les tags et collages spontanés, et art de rue légal, avec des façades de bâtiments qui se transforment en œuvres d'art sous les bombes de peinture d'artistes locaux et internationaux.

Le street art est omniprésent à Berlin, notamment dans des lieux riches en œuvres, comme le RAW-Gelände, situé dans la partie Est de la ville. Ce lieu alternatif, autrefois bombardé et laissé à l'abandon, a ensuite été investi par différent·e·s artistes de rue. Un autre site incontournable pour apprécier l'art urbain berlinois est la colline artificielle de Teufelsberg, érigée par les Alliés à des fins d'espionnage et située à l'Ouest de la ville. On y trouve un rassemblement d'œuvres et d'artistes qui ont embelli cet endroit, abandonné à la fin de la Guerre froide.

Lors de votre prochaine escapade à Berlin, n'oubliez donc pas de lever les yeux et de vous laisser emporter par son art de rue, aussi éphémère que remarquable. •

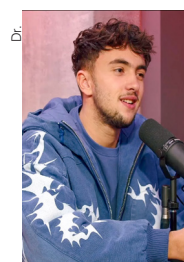
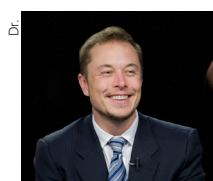
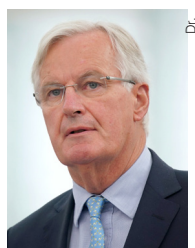
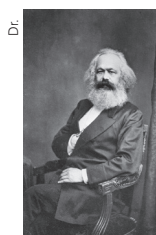
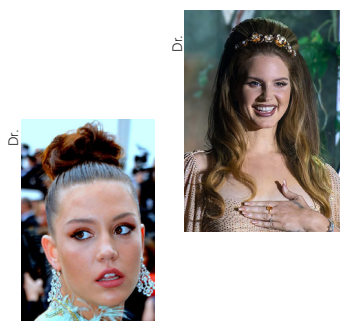
Jéssica Sousa

Love game

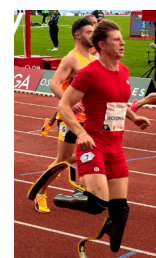
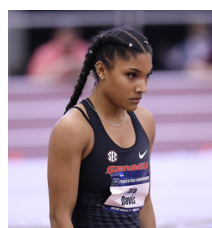
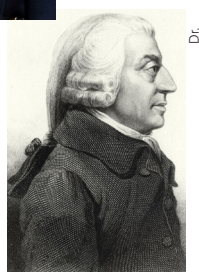
Chien méchant
méchant



Découragé-e-s par la rentrée et les actus? Tu te dis que le seul moyen de survivre à ce début de semestre est de mettre un peu de *love* dans ta vie? Alors, laisse ton chat sur le canapé et tente de relier les couples célèbres concoctés par le comité de rédaction de *L'auditoire*.



**Viens nous montrer tes réponses
le 8 octobre à la soirée Trouve ton
asso'!**



PS: trouve le troupe caché